

(N° 158.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUIN 1903.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1903 ⁽¹⁾.**RAPPORT**FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. VAN DER LINDEN,

MESSIEURS,

Si les dépenses du Département de la justice, de même que celles des autres départements, sont en progression constante, l'augmentation qu'elles subissent dans le projet de budget pour 1904 est faible, puisqu'elle n'atteint, après compensation avec les réductions de dépenses, que la somme de 23.950 fr. sur un chiffre total de 26,846,550 francs.

Les amendements au budget majorent ces chiffres de 8,000 francs, ainsi qu'il sera expliqué plus loin.

Il peut paraître intéressant de suivre cette progression dans les budgets successifs du Département de la justice.

La dépense totale de ce Département était, en 1850, de 11,521,000 fr. en chiffres ronds, sans les crédits spéciaux. Elle s'élevait à fr. 17.213.000 en 1890.

Elle monte ensuite, y compris les dépenses exceptionnelles, à :

25,015,585	pour	1900
26,419,900	»	1901
et à 26,822,600	»	1902

Ces augmentations sont relatives principalement au personnel des cours et tribunaux, aux frais de justice, à la construction et à l'entretien des locaux, aux dépenses pour les cultes, à l'organisation de la bienfaisance, au service des prisons.

Elles n'ont rien d'étonnant, puisqu'elles sont en rapport avec un développement parallèle des ressources de l'Etat, et ne font en réalité que témoigner de l'extension grandissante de l'activité sociale.

(1) Budget, n° 4, IV

(2) La section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. MÉLOT, GIROUL, DE BROCCQUEVILLE, MARILLE, VAN DER LINDEN, VERSTYLEN.

L'augmentation du projet de budget pour 1903 porte tout entière sur les dépenses ordinaires. D'après la note préliminaire, elle se détaille comme suit :

PREMIÈRE SECTION. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II. — ORDRE JUDICIAIRE.

Art. 6. — Personnel de la Cour de cassation	fr. 3,000
Art. 8. — » de la Cour d'appel	12,000
Art. 10. — » des tribunaux de première instance et de commerce	76,000
Art. 12. — » des justices de paix et tribunaux de police.	11,200
Augmentation.	<u>102,200</u>

Ces augmentations proviennent de la création de places nouvelles et de l'application des lois et arrêtés concernant les traitements.

Par contre, ce chapitre contient les diminutions suivantes, par suite de la suppression de charges temporaires :

Art. 11. — Tribunaux de première instance et de commerce	fr. 10,000
Art. 13. — Justices de paix et tribunaux de police.	10,000
Diminutions	<u>20,000</u>
Soit une augmentation totale sur ce chapitre de	82,200

CHAPITRE III. — JUSTICE MILITAIRE.

Art. 14. — Cour militaire. Traitements, en augmentation de fr.	400
Art. 16. — Conseils de guerre. » » de	1,100
Total de ce chapitre.	<u>1,500</u>

CHAPITRE VII. — CULTES.

Art. 28. — Clergé inférieur du culte catholique	fr. 24,000
Art. 30. — Culte protestant et anglican ; personnel.	1,000
Art. 32. — Culte israélite ; personnel	150

Les deux premiers postes sont justifiés par la création de nouvelles places ; le troisième est relatif à une majoration de traitement.

Art. 34. — Subsidés pour la construction d'édifices des cultes protestant et israélite.	4,000
--	-------

Ce dernier poste rétablit au budget le chiffre consacré à cette dépense par les budgets précédents et qui avait été momentanément réduit.

Montant des majorations.	<u>fr. 29,150</u>
----------------------------------	-------------------

D'autre part. . . fr. 29,150

Mais il y a sur l'article 29, subsides pour les édifices du culte catholique, une diminution de . . . fr. 150,000

Le crédit demandé n'étant plus que de 900,000 fr., au lieu de celui de 1,050,000, porté aux budgets de 1901 et 1902.

La modification provient de la suppression partielle d'une charge temporaire qui était de 350,000 frs. L'ancien crédit ordinaire relatif à cet objet, et qui était de 700,000 francs, a ainsi pu être porté à 900,000 fr., soit une augmentation de 200,000 francs, dont la nécessité, en vue de la réfection des édifices du culte et de l'ameublement des églises, a été constatée.

Il y a en fin de comptes sur ce chapitre une diminution totale de . . . fr. 120,850

CHAPITRE VIII. — BIENFAISANCE.

Les augmentations portent sur les postes suivants :

Art. 36. — Subsides pour aveugles, sourds-muets, aliénés et victimes de l'ophtalmie dite militaire . . . fr. 20,000

Art. 37. — Personnel de l'inspection des établissements et asiles . . . 1,000

Art. 38. — Écoles de bienfaisance de l'État, personnel . . 6,000

Ces postes sont justifiés par la note préliminaire.

A l'article 39, le crédit pour les élèves de ces dernières écoles est majoré d'une somme de 62,200 francs, qui est compensée à l'article 40 par une diminution de même import sur le matériel, les bâtiments et immeubles . . . Mémoire.

Le chapitre VIII reçoit ainsi une augmentation de . . . fr. 27,000

CHAPITRE IX. — PRISONS.

A l'article 44, les salaires des détenus sont augmentés de . fr. 10,000

L'article 47 majore les traitements des fonctionnaires et employés de . . . 52,500

Et l'article 48 porte, pour supplément d'une indemnité de logement, une somme de . . . 600

Ces deux postes résultent de l'application des lois sur la matière.

Total. . . fr. 43,100

CHAPITRE XI. — TRAITEMENTS DE DISPONIBILITÉ, PENSIONS ET SECOURS.

On y relève, d'après les développements du Budget, les modifications suivantes :

Art. 56. — Secours à des ministres des cultes, diminution sur l'exercice 1902. . . fr. 4,000

Art. 57. — Secours aux employés des prisons ou à leurs

	D'autre part. . . fr.	4,000
veuves et familles, augmentation fr.	5,000	
Art. 58. — Secours pour frais de dernière maladie et funérailles de magistrats, fonctionnaires et employés du Département		
	5,000	
		10,000
Soit une augmentation sur l'ensemble de ce chapitre de. . fr.	6,000	

CHAPITRE XII. — DÉPENSES IMPRÉVUES.

Art. 59. — Ces dépenses, plus amplement détaillées dans la Note préliminaire et dans les Développements, sont majorées de. . . fr. 6,000

Par contre, ce chapitre se trouve déchargé de diverses dépenses qui ont été portées dans le chapitre précédent, soit ensemble, 16,000

D'où une diminution effective de fr. 10,000

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

Art. 61. — La continuation des travaux pour la construction de prisons cellulaires à Audenarde, Turnhout, Nivelles et Bruxelles, comportera une dépense nouvelle de 580,000 francs.

Art. 62. — Diverses écoles de bienfaisance de l'État, notamment celles de Moll et de Saint-Hubert, nécessiteront des travaux pour une somme de 25,000 francs.

Ces deux postes sont en diminution, sur les chiffres de 1902, respectivement pour une somme de fr. 120,000
et une autre de. 85,000

205,000

D'autre part (art. 63), le parachèvement de l'école de bienfaisance d'Ypres, pour laquelle aucun crédit n'était inscrit au Budget de 1902, coûtera une somme de 200,000

La diminution sur le chapitre des dépenses exceptionnelles sera donc de fr. 5,000

En résumé, les augmentations et diminutions de dépenses qui précèdent balancent par un excédent d'augmentations de 25,950 francs.

Les chapitres I (Administration centrale), IV (Frais de justice), V (Palais de justice), VI (Publications officielles : commissions et jurys) et X (Police) ne subissent pas de modifications.

* * *

Le 24 avril dernier, M. le Ministre des Finances et des Travaux publics a

fait parvenir à M. le Président de la Chambre des Représentants la communication suivante :

« Bruxelles, le 24 avril 1903,

» *A M. le Président de la Chambre des Représentants à Bruxelles.*

» **MONSIEUR LE PRÉSIDENT,**

» J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à divers amendements qu'à la demande de M. le Ministre de la Justice, je propose d'apporter au projet de budget de son Département pour l'exercice 1903.

» Par suite de ces amendements, ledit projet de budget s'élève :

» 1 ^o Pour les dépenses ordinaires à	fr. 25,949,550
» 2 ^o Pour les dépenses exceptionnelles à	903,000
» Ensemble à	fr. 26,854,550

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» *Le Ministre des Finances et des Travaux publics,*

» **P. DE SMET DE NAEBER.** »

NOTE

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II.

ORDRE JUDICIAIRE.

ART. 9. — *Cours d'appel. — Matériel. — Indemnités aux greffiers pour le matériel des greffes.*
fr. 30.000.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II.

RECHTERLIJKE MACHT.

ART. 9. — *Hoven van beroep. — Materieel. — Vergoedingen aan de griffiers voor het materieel der griffies* fr. 30.000.

Les menues dépenses des Cours d'appel dépassent depuis plusieurs années les sommes mises à la disposition des magistrats ; à la fin de chaque exercice, il doit être pourvu aux insuffisances par voie de crédits supplémentaires, ce qui retarde souvent de plusieurs mois le règlement des créances. En vue d'assurer le paiement des fournitures au moment où celles-ci sont faites, il est nécessaire d'augmenter le crédit de 3,000 francs.

CHAPITRE VII.

CULTES.

ART. 32. — *Culte israélite. — Personnel fr. 23.150.*

Augmentation de 2,500 francs nécessitée par la création d'une nouvelle place de rabbin à Anvers.

CHAPITRE VIII.

BIENFAISANCE.

ART. 40. — *Écoles de bienfaisance de l'État. — Matériel. — Bâtimens et immeubles. . . . fr. 209.300.*

Il a été reconnu que certaines dépenses, liquidées jusqu'ici sur l'article 41, incombaient en réalité à l'article 40. On propose d'augmenter ce dernier article de 20,000 francs, sauf à diminuer l'article 40 de pareille somme.

ART. 41. *Patronage des jeunes gens sortis des écoles de bienfaisance de l'État fr. 40,000*

La diminution de 20,000 francs proposée est expliquée à l'article précédent.

CHAPITRE XI.

TRAITEMENTS DE DISPONIBILITÉ, PENSIONS ET SECOURS.

ART. 57. *Secours à accorder, à défaut de pension, à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés ou agents salariés des divers services ressortissant au Département, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une position malheureuse. . . . fr. 27,000*

Augmentation de 1,000 francs justifiée par l'accroissement du nombre des personnes à secourir.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES IMPRÉVUES.

ART. 59. *Dépenses imprévues non*

HOOFDSTUK VII.

EEREDIENSTEN.

ART. 32. — *Israëlitische eeredienst.—Personeel. . . fr. 23.150.*

HOOFDSTUK VIII.

WELDADIGHEID.

ART. 40. — *Weldadigheidsscholen van den Staat. — Materieel. — Gebouwen en onroerende goederen. fr. 209,300.*

ART. 41. *Bescherming van jonge lieden die de wildadigheidsscholen van den Staat verlaten. fr. 40,000*

HOOFDSTUK XI.

WEDDEN VAN BESCHIKBAARHEID, PENSIOENEN EN HULPVERLEENING.

ART. 57. *Te verleenen hulp, waar geen pensioen genoten wordt, aan voormalige magistraten, ambtenaren, beambten of bezoldigde agenten der onderscheidene van het Departement afhangende diensten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren, die in ongelukkige omstandigheden verkeerden. fr. 27,000*

HOOFDSTUK XII.

ONVOORZIENE UITGAVEN.

ART. 59. *Onvoorziene uitgaven*

<i>libellées au Budget, y compris les dépenses résultant de l'achat de livres qu'il y aurait lieu de fournir aux tribunaux . . . fr.</i>	<i>7,500</i>	<i>niet in de Begrooting beschreven, met inbegrip der uitgaven voor den aankoop van aan de rechtbanken te verstrekken boeken . . . fr..</i>	<i>7,500</i>
--	--------------	---	--------------

L'augmentation de 1,500 francs sollicitée est nécessitée par des dépenses au sujet desquelles on est actuellement fixé et qui ne pouvaient être prévues au moment de la formation du projet de budget.

Les amendements au budget comportent donc les augmentations de crédit qui suivent :

Art. 9. — Menues dépenses des cours d'appel	fr.	3,000 »
Art. 32. — Culte israélite. Création d'une nouvelle place de rabbin à Anvers		2,500 »
Art. 40 et 41. — Modification de libellé		mémoire.
Art. 57. — Secours à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés ou agents salariés		1,000 »
Art. 59. — Dépenses imprévues		1,500 »
Total	fr.	8,000 »

Le projet de loi a donné lieu dans les diverses sections aux observations qui suivent :

PREMIÈRE SECTION.

Dans la discussion générale, un membre demande pourquoi certaines œuvres de relèvement des condamnés sont, cette année, privées de subsides.

Un membre répond que les dépenses ont été les mêmes, que la répartition a sans doute été différente.

Le budget est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

2^e SECTION.

La discussion générale est close sans observations.

Un membre demande qu'on crée une nouvelle chambre à la Cour d'appel de Bruxelles.

Un autre demande si l'on ne pourrait réduire à trois le nombre de magistrats composant les chambres des Cours d'appel.

Un membre demande qu'on réduise les frais de justice.

Un membre rappelle qu'on a déposé un projet de loi étendant la juridiction des conseils de prudhommes aux employés.

Plusieurs membres demandent que le projet relatif au traitement des commis-greffiers et des greffiers de justices de paix soient discutés immédiatement après ce budget.

Plusieurs membres demandent que le Gouvernement saisisse la Chambre de la réforme de la bienfaisance.

Le chapitre VII (cultes) est mis aux voix spécialement et rejeté par 9 voix contre 8.

Le budget est rejeté par 9 voix contre 8.

3^e SECTION.

Un membre exprime le vœu qu'il soit accordé aux aveugles la faveur de pouvoir voyager avec un guide, moyennant un seul coupon, sur les lignes du chemin de fer de l'État.

Un autre membre désire que le Gouvernement fasse connaître où en est la réforme sur la législation de la bienfaisance publique. Il demande que les ouvriers typographes du *Moniteur*, dont le concours devient inutile en dehors des sessions parlementaires, soient employés à des travaux de typographie dans les administrations publiques. Un autre membre appuie cette proposition et demande qu'au fur et à mesure des vacances d'emploi parmi les ouvriers stables du *Moniteur*, il soit donné une préférence aux ouvriers instables des *Annales parlementaires*.

Un membre attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'employer les ouvriers agricoles, pensionnaires des colonies de bienfaisance, à des travaux de défrichement et de culture, au lieu de les utiliser pour des travaux industriels, ce qui a pour résultat de leur faire abandonner, à leur sortie, les travaux des champs.

Deux membres demandent que l'on renforce l'inspection des asiles d'aliénés.

Un autre membre demande que le Gouvernement complète la législation sur l'administration des biens des personnes colloquées dans des asiles non pourvus d'une commission de surveillance. Actuellement, ces aliénés n'ont pas d'administrateur provisoire de plein droit. Il faut s'adresser aux tribunaux pour le faire désigner.

Un membre demande que les surveillants des colonies de bienfaisance soient assimilés aux commis au point de vue des congés.

Un autre membre s'élève contre l'abus résultant de ce que ces colonies font de l'industrie : la fabrication des briques, par exemple.

La Section attire l'attention de M. le Ministre de la justice sur les mesures à prendre pour diminuer l'arriéré des Cours d'appel et particulièrement de celle de Bruxelles, sur la nécessité de reviser le tarif, beaucoup trop élevé, des frais d'entretien des indigents placés dans les colonies et les écoles de bienfaisance.

Un membre demande qu'une question soit posée à M. le Ministre, à l'effet de savoir si les Chambres seront bientôt saisies d'un projet de loi sur la protection de l'enfance.

Un membre voudrait qu'il soit demandé à M. le Ministre s'il n'entre pas dans ses intentions d'améliorer la loi sur la collocation et le régime des aliénés, notamment en les faisant passer, avant la collocation définitive, par un établissement de l'Etat où l'on établirait quel est, entre le régime familial et le régime de l'internement, celui auquel il convient de donner la préférence. Le récent Congrès d'Anvers a, dit-il, jeté une vive lumière sur ces questions.

La Section se rallie à cette demande.

Le budget est adopté à l'unanimité moins trois abstentions.

4^e SECTION.

Un membre demande l'organisation d'un service anthropométrique à Bruxelles.

Un autre membre demande la discussion du projet sur l'instruction contradictoire.

Un membre rappelle que, lors du vote de la loi sur la condamnation conditionnelle, il avait été annoncé qu'elle aurait comme pendant une loi sur la récidive. Celle-ci n'est pas venue jusqu'ici.

Un membre signale l'encombrement de la Cour d'appel de Bruxelles. En utilisant mieux les magistrats, par la création de chambres temporaires, ne pourrait-on parer à cette situation?

La prison de Saint-Gilles est entourée d'un chemin de ronde. Ne pourrait-on permettre à la commune de le transformer en parc?

Un membre demande quelques détails sur le crédit de l'article 61, spécialement en ce qui concerne Bruxelles.

Un membre demande s'il n'y aurait pas moyen de faire des économies sur les publications officielles dont plusieurs se font en double.

Le budget est voté à l'unanimité, moins une abstention.

5^e SECTION.

Prisons. — Un membre signale la situation faite dans les prisons, aux condamnés politiques : il y aurait lieu d'examiner si une occupation conforme aux aptitudes personnelles du condamné ne pourrait lui être octroyée. L'attention du Gouvernement sera attirée sur ce point par la section centrale.

Le projet de budget est voté par 13 voix contre une.

6^e SECTION.

Le budget est voté à l'unanimité, sauf une abstention.

*
* * *

L'examen périodique des budgets au sein des sections et ensuite par la Chambre, en traduisant les préoccupations du moment, permet de signaler les lacunes de la législation ou les inconvénients qui résultent de son application dans les divers champs d'action de l'État.

Cette année, comme précédemment, les sections, et après elles la section centrale, se sont beaucoup occupées des lenteurs que subit l'administration de la justice, et spécialement de l'encombrement des rôles des cours et tribunaux.

Aussi bien dans le domaine de la justice civile et commerciale que dans celui de la justice répressive, le nombre des affaires augmente à mesure qu'augmente la population, que se multiplient les transactions, que les rapports sociaux deviennent plus faciles et plus fréquents.

Les documents officiels fournissent à cet égard des données intéressantes auxquelles nous emprunterons les renseignements généraux qui suivent, tout en renvoyant à ces documents pour l'établissement d'une statistique plus complète, de même que pour la répartition des chiffres ci-dessous entre les diverses cours d'appel et les tribunaux du pays (1).

Sans parler des cours d'assises, non plus que de la Cour de cassation, qui n'ont à s'occuper que d'un nombre restreint d'affaires, voici comment se résume dans ces dernières années l'activité de nos cours d'appel et de nos tribunaux à leurs divers degrés :

I. — JUSTICE CRIMINELLE.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Affaires jugées, sans compter les poursuites en matière de mendicité et de vagabondage, ni celles attribuées actuellement à ces tribunaux en matière électorale (absence au vote) :

1886.		86,901
1890.	 ,	98,681
1895.		121,139
1899.		133,992
1900.		133,404

30 p. c. de ces dernières ont été jugées par les tribunaux de police de l'arrondissement de Bruxelles;

10.9 p. c. par ceux de l'arrondissement d'Anvers;

9.8 — — — de Charleroi;

7.1 — — — de Gand;

7.1 — — — de Liège.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

	Affaires introduites.	Affaires jugées.	Affaires restant à juger.
	—	—	—
1885 . . .	31.690	31.341	—
1890 . . .	31,625	33,148	—
1895 . . .	33,960	34.288	—
1898 . . .	40,074	36,952	12,560
1899 . . .	40,997	59.943	13,574
1900 . . .	42,338	39.617	16.295

(1) Ces chiffres sont extraits des publications du Ministère de la Justice :

Administration de la justice criminelle et civile de la Belgique; Période de 1886 à 1897
Résumé statistique, 1898.

Statistique judiciaire de la Belgique, 1^{re} année 1900 (statistique de l'année 1898);

— — — 2^e — 1901 (— — 1899);

— — — 3^e — 1902 (— — 1900).

Les plus récents sont empruntés aux discours prononcés par les chefs du parquet d'appel aux audiences solennelles de rentrée, ainsi qu'aux rapports annuels de M. le président du tribunal de commerce de Bruxelles,

COURS D'APPEL.

	Affaires introduites.
1885	1,955
1890	1,994
1895	3,261
1898	3,201
1899	3,615
1900	3,412

Il restait à juger 542 affaires, dont 441 par la Cour d'appel de Bruxelles, et 101 par celle de Liège.

II. — JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE.

JUSTICES DE PAIX.

Affaires de la juridiction contentieuse, terminées à l'amiable ou par jugement :

La moyenne s'élève, pendant la période de 1894-95 à 1898-99, savoir :

Pour les affaires terminées à l'amiable, à 6,284, et pour celles terminées par jugement, à 20,157.

Pour l'année 1899-1900, ces chiffres ont été respectivement de 5,055 et 18,644.

Il y a lieu d'ajouter les affaires appelées en conciliation et les actes de la juridiction gracieuse.

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

	Affaires introduites.	Affaires terminées par jugement ou radiation.	Affaires restant à juger.
1888-1889 à 1892-1893 (Moyenne)	17,258	10,700	6,878
1893-1894 à 1897-1898 »	17,596	10,279	7,959
1898-1899 . .	18,702	9,807	8,895
1899-1900 . .	19,254	9,999	9,264

TRIBUNAUX DE COMMERCE

et tribunaux de première instance là où ils exercent la juridiction consulaire.

	Affaires terminées.	Affaires terminées par jugement ou radiation.	Affaires restant à juger.
1888-1889 à 1892-1893 (Moyenne)	55,270	28,942	6,512
1893-1894 à 1897-1898 »	36,648	30,750	6,064
1898-1899 . .	38,352	31,651	6,721
1899-1900 . .	41,651	55,845	7,808

Pour se rendre un compte exact de l'activité des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, il faut ajouter à la statistique qui précède, celle des jugements interlocutoires et préparatoires, celle des actes de juridiction gracieuse si nombreux devant la juridiction civile, et celle des référés. Les tribunaux de commerce ont, de plus, à s'occuper du travail relatif aux faillites.

COURS D'APPEL.

	Affaires inscrites.	Affaires terminées par arrêt ou radiation.	Affaires restant à terminer.
1888-1889 à 1892-1893 (Moyenne)	2,411	1,284	1,236
1893-1894 à 1897-1898 »	2,526	1,333	1,186
1898-1899 . .	2,629	1,427	1,202
1899-1900 . .	2,578	1,296	1,282

Les statistiques générales s'arrêtent à l'année 1900. En ce qui concerne les années 1900-1901 et 1901-1902, nous indiquerons les chiffres suivants, relatifs au tribunal de première instance, au tribunal de commerce et à la Cour d'appel de Bruxelles :

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE. (Affaires correctionnelles.)

	Affaires introduites.	Affaires jugées.	Affaires restant à juger au 1 ^{er} août.
1900-01	—	6,473	898
1901-02	—	6,739	1,776

Au 11 mars 1903, il y avait à juger 2,253 affaires (1).

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE. (Affaires civiles.)

1900-01	—	1,978	3,735
1901-02	—	1,684	4,136

TRIBUNAL DE COMMERCE.

1900-01	13,474	17,320	2,238
1901-02	14,143	17,725	3,176

COUR D'APPEL. (Affaires correctionnelles.)

1900-01	1,586	1,652	459
1901-02	1,694	1,433	720

COUR D'APPEL. (Affaires civiles.)

1900-01	981	784	1,174
1901-02	884	779	1,309

(1) Le parquet avait eu à s'occuper, en 1902, de 30,578 affaires, non compris les instructions, affaires disciplinaires, etc., 6,892 affaires avaient été communiquées aux juges d'instruction. Les affaires renvoyées en police par ordonnance de la chambre du conseil, s'élevaient à 3,231, et celles renvoyées directement par le parquet à 1,297.

La progression du nombre des affaires est donc constante dans le domaine de la justice répressive et plus encore dans celui de la justice civile et commerciale; elle entraîne fatalement l'encombrement des rôles et l'arrêt dans la marche régulière de la justice.

Les inconvénients de cet état de choses sont manifestes.

Si ce sont des délits et des contraventions dont la répression se fait attendre, le prestige de la loi est atteint, les coupables échappent, la peine perd son efficacité au point de vue de l'exemple qu'elle est destinée à produire. Au civil, ce sont les intérêts privés qui restent en souffrance et qui font naître, de la part de ceux qui se sentent lésés, un concert de plaintes. Les débiteurs deviennent insolvables, les demandeurs sont privés de l'exercice de leur droit, tandis que les affaires attendent pendant de longs mois leur tour d'être portées au rôle et plaidées.

Le mal ne sévit point partout avec la même intensité.

L'arriéré est excessif à Charleroi, à Anvers et à Mons; mais c'est à Bruxelles surtout qu'il se fait sentir cruellement devant toutes les juridictions, au correctionnel et au civil, devant la Cour d'appel, au tribunal de première instance, au tribunal de commerce.

Et cependant les chambres correctionnelles, du tribunal et de la cour, et la troisième chambre civile du tribunal ont considérablement allongé la durée normale de leurs audiences; les diverses chambres du tribunal de commerce ont dédoublé leur service. Au tribunal correctionnel il vient d'être créé une chambre temporaire; mais ce n'est évidemment qu'un expédient. L'on peut compter régulièrement au rôle des chambres correctionnelles 50 et 60 affaires par audience, et le tribunal de commerce, à certains jours, en a jusque 180 et plus. Cela est nécessaire pour ce que l'on doit appeler, au sens propre du mot, « l'expédition des affaires ».

Malgré tout l'on ne parvient pas à enrayer l'arriéré qui va, au contraire, toujours croissant.

On a vu se produire, au cours de la dernière année judiciaire, ce phénomène inattendu et à coup sûr topique : le barreau essayant de suppléer à l'insuffisance du personnel judiciaire par l'organisation de chambres arbitrales, méthodiquement constituées et siégeant régulièrement.

Disons, en passant, que la tentative n'a point réalisé les espérances que d'aucuns avaient fondées sur elle.

Pour que la justice soit bonne, il ne suffit pas qu'elle soit éclairée; il faut aussi qu'elle soit prompte.

Dans l'enquête qui se poursuit au sujet de la situation de la petite bourgeoisie, les plaintes s'élèvent nombreuses au sujet des lenteurs de la justice, autant que des frais considérables qu'elle entraîne. Récemment, à la réunion annuelle de la Fédération des avocats, le chef du Département de la Justice affirmait devant le barreau son intention « d'assurer plus de promptitude » dans l'expédition des affaires et de réduire les frais des petits plaideurs ».

Plus récemment encore, le Gouvernement répondait à une question de l'honorable M. Destrée, qu'il venait de constituer au Département de la Justice une commission spéciale, avec la mission de rechercher et d'étudier les

mesures propres à accélérer la marche de la justice et à désencombrer le rôle des tribunaux (séance de la Chambre du 2 juin 1903).

La Chambre lui saura gré de ses efforts en vue d'apporter au mal un prompt remède.

L'état actuel des choses a donné lieu à de nombreuses observations au sein des sections, et à son tour la section centrale s'est préoccupée de la solution du problème.

Depuis vingt ans, le personnel judiciaire s'est considérablement accru et le nombre des chambres des tribunaux s'est augmenté dans un grand nombre de ressorts.

Au premier degré de la hiérarchie judiciaire, il a été créé un 3^e canton de justice de paix à Anvers en 1883, un canton nouveau à Borgerhout en 1887, un canton à Ledeberg en 1889, un 3^e canton à Bruxelles et des cantons nouveaux à Schaerbeek, Uccle et Anderlecht en 1890, un autre à Laeken en 1896. La même année a eu lieu la création d'un 3^e canton à Gand, d'un 2^e à Louvain, et de justices de paix nouvelles à Grivegnée, Herstal et Saint-Nicolas.

Le personnel de bon nombre de tribunaux de première instance a été renforcé par la nomination de nouveaux juges et de substituts ; une nouvelle chambre (la 7^e) a été créée à Bruxelles en 1890, et une autre à Charleroi en 1900 ; enfin, une 4^e chambre, à Anvers et à Liège en 1902.

Il en a été de même pour les tribunaux de commerce. Outre la nomination de nouveaux magistrats et commis-greffiers, les tribunaux de commerce de Gand et de Liège ont été dotés d'une 2^e chambre en 1893 ; une 3^e chambre a été ajoutée au tribunal de commerce d'Anvers en 1894, et à celui de Bruxelles en 1893 ; l'un et l'autre en ont reçu une 4^e en 1899.

Au point de vue de leur personnel, les Cours d'appel n'ont pas subi de modifications essentielles depuis 1881.

Le personnel judiciaire ne suffisant pas à la tâche, il n'est pas étonnant que l'on demande, malgré les charges budgétaires qui en résulteront, la création de nouvelles places de substituts et de juges, voire de nouvelles chambres ; la mesure s'imposera sans doute à bref délai.

Mais on peut se demander s'il n'y a pas d'autres remèdes encore.

En ce qui concerne les Cours d'appel, l'on a, dans ces derniers temps, préconisé la réduction du nombre des conseillers qui siègent dans les chambres civiles ; ce serait la généralisation de la réforme appliquée par l'honorable M. De Lantsheere en 1878 aux affaires électorales et étendue, en 1891, par l'honorable M. Lejeune en matière correctionnelle.

Cette question a fait l'objet d'un débat spécial au sein de la section centrale, dont les membres se sont trouvés en désaccord.

L'opinion est loin d'être unanime sur la question.

On peut ne pas admirer sans restrictions le système d'où est sortie l'organisation actuelle des tribunaux, les divers degrés de juridiction se trouvant représentés, depuis les tribunaux de paix jusqu'à la cour de cassation, par des juges de plus en plus nombreux : un, trois, cinq, sept ; c'est ce que l'on a appelé la pyramide renversée.

La théorie du juge unique, qui est le contrepied de celle-là, a eu son

heure de succès. C'est à une tendance simpliste de ce genre que l'on doit les réformes de 1878 et 1891.

La section centrale de 1878 disait qu'il fallait se garder de vouloir « des tribunaux majestueux ». Elle ajoutait que des jurisconsultes éminents, en France, en Allemagne et en Italie, se montraient adversaires des tribunaux nombreux et prétendaient « que le nombre détruit la responsabilité en la » rendant collective ».

Mais la réduction du nombre des conseillers de 5 à 3 ne passa point dans la pratique, même à titre d'exception, sans qu'il y eût de vives résistances.

En 1878, les cours d'appel se prononcèrent unanimement contre la mesure. La section centrale de 1878, de même que celle de 1891, se défendirent de vouloir l'étendre aux matières civiles.

Aujourd'hui, les partisans de la réduction tirent argument du fonctionnement normal de la dernière de ces lois, depuis près de douze ans, devant les chambres correctionnelles des diverses cours d'appel.

Sans doute ce système a des avantages de promptitude pour l'expédition des affaires : et il faut dire qu'en général, s'appliquant à l'examen de faits simples, comme le sont d'ordinaire les faits en matière répressive, il donne de bons résultats.

L'application de ce système est d'ailleurs tempérée par ce correctif de la loi de 1891, qui requiert l'unanimité chaque fois qu'il s'agit d'aggraver la situation des prévenus.

Dans ces conditions, le système fût-il critiquable dans certains cas assez rares, encore n'aboutirait-il qu'à laisser la liberté à un prévenu qui eût dû s'attendre à s'en voir priver.

Mais il faut bien convenir que dans les affaires civiles la situation est différente. L'arrêt qui affranchira un plaideur des suites d'une condamnation prononcée ou demandée contre lui, dénierait en même temps à l'autre plaideur le droit qu'il revendiquait et l'atteindrait dans ses intérêts. Dans les affaires civiles plus encore que dans les affaires correctionnelles, il importe d'entourer de garanties sévères l'appréciation des faits et l'application de la loi.

L'appréciation des faits sera souvent d'une suprême délicatesse ; la loi peut laisser le juge perplexe en présence de textes dont l'application sera contradictoire.

En matière civile ce ne sera pas, il est vrai, l'opinion ou simplement le doute d'un seul magistrat qui forcera la solution du litige ; car il faudra bien que l'arrêt soit rendu, sinon à l'unanimité, tout au moins à la majorité de deux contre un.

Mais combien de fois n'arrivera-t-il pas que, dans le délibéré, l'ingéniosité, l'autorité ou la tenacité d'un magistrat aura raison des objections plus timides ou de l'opinion moins ferme d'un autre membre et emportera la décision du siège ? Et cette décision sera le plus souvent souveraine et sans recours, car elle échappera à la Cour de cassation chaque fois qu'elle dépendra de faits souverainement constatés par la Cour d'appel.

Trouvera-t-on dans un arrêt ainsi rendu de suffisantes garanties pour la

sauvegarde d'intérêts souvent considérables et pour le maintien du prestige même de la justice ?

La question débattue par la section centrale a donné lieu à discussion dans la presse.

Dans un article du 18 janvier dernier, le *Journal des Tribunaux*, appuyant l'opinion exprimée par des organes politiques, a vivement combattu l'idée de la réduction des membres de la Cour à trois, et il faut bien dire que cette opinion ne fait guère d'adeptes. Le public professionnel autant que la magistrature elle-même semblent s'en être détournés.

Mais si cette réforme est contestée, il y en a une autre qui paraît facile à réaliser, par l'utilisation d'une certaine quantité de forces actuellement perdues.

La Cour d'appel de Bruxelles se compose de quarante-trois conseillers, répartis en six chambres, dont une, la sixième, se subdivise en deux sections chargées du service des audiences correctionnelles.

A chacune des cinq chambres civiles sont attachés sept magistrats et les deux sections de la chambre correctionnelle en comptent huit.

Les chambres civiles siègent au nombre de cinq membres et les sections correctionnelles au nombre de trois membres, il y a ainsi un excédent de douze magistrats à l'aide desquels il semble que l'on pourrait, sans autres charges nouvelles pour le trésor que la nomination d'un président de chambre et celle d'un avocat général, composer une nouvelle chambre. Si la loi réduisait le nombre de magistrats à six par chambre civile, à sept pour la chambre correctionnelle, chacune d'elles conserverait un de ses membres pour parer aux besoins résultant de récusations ou d'empêchements d'ordres divers, ainsi qu'au service de la Cour d'assises.

Il importe d'ailleurs de remarquer que le premier président peut, aux termes de l'article 203 de la loi d'organisation judiciaire, déléguer momentanément un conseiller d'une chambre à l'autre, ce qui doit avoir pour effet d'assurer le service.

Cette mesure paraît-elle insuffisante, la loi pourrait créer, par exemple, trois nouveaux sièges de conseillers, qui formeraient une nouvelle section correctionnelle en vue d'écouler l'arriéré, et, cela fait, complèteraient quand il y a lieu le service des chambres civiles.

Une autre réforme qui a souvent été demandée, consisterait dans la suppression de la juridiction des cours d'appel en matière électorale et de milice.

Les affaires de milice ont atteint, au cours de chacune des deux dernières années judiciaires, un chiffre de près de 4,500 affaires.

Quant aux affaires électorales, on s'était flatté que l'introduction, dans notre législation, du suffrage universel plural allait, en généralisant le droit électoral, supprimer les innombrables recours que le régime censitaire faisait naître périodiquement.

Ce qu'on appelle la période électorale était devenu pour le cours de la justice une véritable entrave, et pour les plaideurs pressés un objet d'épouvante. Hélas ! après une accalmie d'un petit nombre d'années, nous sommes revenus aux anciens errements. La Cour d'appel de Bruxelles, qui a jugé

en 1900-1901 et 1901-1902, 2,515 et 4,278 affaires électorales, a eu cette année à statuer sur 5,019 affaires de ce genre, et son activité, au point de vue de la distribution de la justice normale, a été suspendue pendant six semaines.

Et cependant, on l'a dit souvent, les affaires électorales, les affaires de milice, sont des affaires d'ordre administratif pour lesquelles il serait plus normal de chercher autre part que dans la justice ordinaire un juge du second degré.

Le projet de loi de 1878 proposait de déférer les contestations en matière de listes électorales à une magistrature nouvelle qu'il appelait la « Cour de revision électorale. »

La loi du 30 juillet 1881 préféra les soumettre aux Cours d'appel.

Les inconvénients du système sont devenus excessifs. Il est d'ailleurs évident qu'il n'y a nul besoin de soumettre à l'examen de trois magistrats de la Cour d'appel des questions de fait, telles que la date de la naissance ou du changement de domicile d'un citoyen, le lieu où il possède son principal établissement, le chiffre des contributions qu'il acquitte ou le revenu cadastral de ses immeubles, les diplômes dont il est porteur, les fonctions qu'il a remplies, et d'autres questions aussi simples qui composent l'ordinaire des cas soumis à la décision des cours, qu'elles doivent examiner et sur lesquelles il faut qu'elles statuent par arrêt, alors même que le demandeur s'est désisté d'une contestation dont il reconnaît l'inanité.

Et s'il fallait, pour mieux assurer les droits politiques des citoyens, mettre ces sortes de décisions sous l'égide de l'autorité impartiale des magistrats de l'ordre judiciaire, il semble qu'on puisse recourir tout aussi bien aux tribunaux de 1^{re} instance du même arrondissement ou d'un arrondissement voisin, ou même aux juges de paix ; ils ont partout, les uns et les autres, des suppléants dont le nombre pourrait être renforcé en cas de besoin.

Les questions de droit seraient d'ailleurs toujours jugées en dernier ressort par la Cour de cassation.

Si les cours d'appel sont en droit d'attendre que la loi les décharge un jour de cette partie de leurs travaux, les tribunaux de première instance de leur côté bénéficieront sans doute de l'extension de la compétence des juges de paix.

En élevant le taux du premier ressort, et en étendant la compétence de ces derniers aux actions de nature immobilière, la loi du 25 mars 1876 a singulièrement élargi le cercle d'action que leur avait attribué la loi du 25 mars 1841 ; elle avait même rompu, en matière de louage d'ouvrage et de vices rédhibitoires, avec le principe de la séparation des juridictions civile et commerciale.

On a essayé à diverses reprises d'étendre leurs pouvoirs.

A l'ordre du jour de la Chambre figure une proposition de loi, déposée au cours de la session 1900-1901 par l'honorable M. Tibbaut, récemment rapportée par l'honorable M. Mabile, et qui a pour objet d'attribuer compétence aux juges de paix, dans toutes les affaires commerciales ne dépassant pas 100 francs. L'honorable M. Destrée avait, au cours de la même session, proposé de leur déférer les demandes de pension alimentaire de faible import. (Documents parlementaires de cette année, n° 151.)

En matière répressive, le Gouvernement avait, dans la session de 1894-1895, pris l'initiative d'un projet de loi aujourd'hui tombé, et qui leur attribuait la connaissance d'une foule d'infractions aujourd'hui qualifiées délits, et réservées comme telles aux tribunaux correctionnels. (Documents de la Chambre de 1894-1895, n° 7.)

Ce projet intéressant aurait mérité d'être rapporté et discuté.

De fait, pourquoi ne pas soumettre aux juges de paix nombre de délits prévus par le Code forestier, les lois sur les postes, sur la voirie urbaine, sur l'art de guérir et l'art vétérinaire et beaucoup d'autres?

« Ces infractions, disait l'Exposé des motifs, sont du domaine de la petite criminalité, qui ne requiert pas l'appareil lent et coûteux de la juridiction correctionnelle, mais appelle naturellement la juridiction du juge de paix, plus économique, plus rapide et plus paternelle.

« Le projet de loi rapproche les prévenus et les témoins du juge, qu'il met ainsi à même de rendre une justice plus subjective.

« Il diminue les frais de justice dont la progression ne s'arrête pas. Il tend à désencombrer les tribunaux correctionnels, où le nombre d'affaires augmente au point d'entraver la marche régulière de la répression. »

S'il y avait lieu, dans ce rapport, de s'attacher à des considérations d'un caractère plus général, il est certes des simplifications et des réformes dont l'utilité, pour le fonctionnement de tous les rouages de la machine judiciaire prise dans son ensemble, s'imposent à l'évidence. Mais ce serait l'œuvre de la révision méthodique du Code de procédure civile, et cette œuvre ne paraît pas devoir se faire jamais. On doit le regretter. Elle eût permis de supprimer quantité de nullités et de moyens qui sont la ressource de la chicane, et d'abolir d'inutiles formalités qui compliquent la procédure et retardent sa marche. On obtiendra peut-être par des lois fragmentaires quelques utiles réformes.

En attendant les progrès que l'on peut espérer de la législation de l'avenir, c'est dans l'organisation judiciaire elle-même qu'il convient, semble-t-il, de chercher le remède immédiat à l'état de choses dont tout le monde se plaint, et qui compromet le bon fonctionnement de la justice.

*
* *

Au cours de ses délibérations, la section centrale a été amenée à formuler un certain nombre de questions que son rapporteur a transmises à M le Ministre de la Justice à la date du 17 mars, et que nous reproduisons dans l'exposé ci-après, avec la réponse qu'elles ont reçue le 12 mai dernier.

La première de ces questions est relative à notre système répressif. Elle est ainsi conçue :

PREMIÈRE QUESTION DE LA SECTION CENTRALE.

« Il semble à la section qu'il serait utile d'organiser à Bruxelles un service d'anthropométrie, afin de n'avoir plus besoin de recourir pour cet objet au concours d'institutions étrangères dont nous sommes actuellement tributaires.

L'organisation d'un pareil service soulève-t-elle des objections? »

RÉPONSE.

« Dans l'état actuel de la législation, les juges d'instruction ont la faculté de faire procéder, sur les prévenus, à des mensurations suivant le système de M. Bertillon.

» Cette opération peut présenter parfois quelque utilité dans les cas où un prévenu chercherait à dissimuler son identité, en permettant au juge d'instruction de faire faire des recherches dans les casiers existant à l'étranger.

» Mais la création, en Belgique, d'un casier organisé suivant le système de M. Bertillon, nécessiterait l'adoption d'une mesure générale prescrivant la mensuration obligatoire de nombreuses catégories de prévenus et de condamnés, partant l'établissement, dans nos prisons, d'un service entièrement nouveau, complexe et coûteux.

» Il n'a pas été démontré jusqu'ici, que les avantages à retirer de l'organisation de ce service nouveau compenseraient les devoirs qu'il imposerait à l'administration et les charges dont il grèverait le trésor public. »

On connaît le but et le fonctionnement du procédé inventé par M. Alexandre Bertillon, et auquel il a attaché son nom. Quand un inculpé comparait devant la justice répressive, il est important de s'assurer de son identité. A-t-il déjà subi des condamnations? a-t-il commis d'autres délits que celui au sujet duquel il est poursuivi et interrogé, l'inculpé a un intérêt évident à cacher son identité, soit pour échapper à l'aggravation des peines qui frappe le récidiviste, soit pour se faire passer pour un délinquant d'occasion, pour bénéficier, en un mot, de circonstances atténuantes et appeler sur lui l'indulgence du juge. Les malfaiteurs ne se font pas faute d'user de dissimulation et, notamment, d'emprunter de faux noms. On en a vu prendre le nom de ceux-là mêmes qui avaient été leurs victimes.

D'autre part, un intérêt social de premier ordre est engagé dans la question; il importe, en effet, que la société se défende, par les recherches préventives de sa police, par l'application de peines adéquates aux délits, contre des malfaiteurs d'autant plus redoutables qu'ils se cachent avec plus d'habileté. Et comme rien n'est plus facile aux escarpes de profession que de franchir les frontières, il importe que les nations s'entr'aident, que chacune d'elles signale ceux qui se font les perturbateurs de l'ordre public, et qu'elles se communiquent l'une à l'autre les résultats qu'elles auraient obtenus.

On employait depuis longtemps les moyens d'investigation offerts par la photographie. La police de Paris a des albums contenant 150,000 portraits; à Berlin, on en possède 20,000. Citer ces chiffres, c'est dire que les recherches sont difficiles parmi un pareil nombre d'éléments de comparaison. En outre, la fidélité des épreuves photographiques est sujette à caution, à raison de la différence d'éclairage des appareils et des modifications que les coupables eux-mêmes ont intérêt à apporter à leur physionomie,

En Angleterre, on songea à identifier les inculpés au moyen de traces digitales.

M. Bertillon a inventé son système bien connu de mensurations anthropométriques. Ce système repose, outre les indications de la photographie : 1° sur des fiches signalétiques ayant pour objet la connaissance de diverses longueurs osseuses, relevées sur le sujet examiné, telles que la taille, la longueur et la largeur de la tête, la voûte, le buste, l'envergure, les dimensions de l'oreille droite, celle du pied gauche et du médus de la main gauche, etc. ; 2° sur ce que l'on appelle le « portrait parlé », indiquant les signes particuliers d'un individu, comme la couleur de ses yeux et de ses cheveux, ses cicatrices, tatouages, etc.

Ces relevés sont faits dans les prisons, et un double des fiches est envoyé à Paris et classé au bureau central dans un répertoire général.

Le procédé Bertillon, expérimenté pour la première fois à Paris, en 1882, y fut définitivement adopté et expérimenté en 1893. Il le fut à Berlin en 1896. Il est aujourd'hui en usage dans tous les États de l'empire d'Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Suisse et dans tous les pays d'Europe, à l'exception de l'Italie, qui l'a toutefois adopté en principe, de la Turquie et de la Belgique ; il l'est aussi dans beaucoup de pays d'Amérique.

Dans ces derniers temps, le docteur De Laveleye a offert ses bons offices au parquet de Bruxelles, en vue de l'application méthodique du système Bertillon qu'il avait étudié à Paris ; et pendant les essais qu'il a été admis à faire, il a abouti à reconnaître une série de criminels dont l'individualité était restée cachée.

Les avantages du procédé Bertillon, tant pour la rapidité que pour la sûreté de l'instruction, ne sont niés par personne.

Faut-il que pour identifier nos propres criminels, nous continuions à demander aux pays limitrophes, sans aucune réciprocité de notre part, de nous communiquer les résultats de leurs recherches et de leurs dépenses ? Faut-il, au risque d'offrir des garanties de sécurité aux criminels des autres nations, nous abstenir de prendre notre part des efforts que fait la police internationale dans l'intérêt de l'ordre ? Une pareille abstention ne se comprendrait que si la dépense était hors de proportion avec les résultats à obtenir, et il ne semble pas qu'elle doive atteindre un chiffre d'une pareille importance.

La réponse de l'honorable Ministre n'implique pas que la question soit définitivement tranchée ; le temps et l'expérience apporteront sans doute de nouveaux éléments pour sa solution.

*
* * *

Un membre de la section centrale a rappelé la nécessité de reviser et de compléter les dispositions du Code pénal sur la récidive, afin de donner, par une aggravation des pénalités qui frappent les délinquants incorrigibles, un corollaire nécessaire à la loi sur la condamnation et à la libération conditionnelles de ceux que la justice atteint pour la première fois.

Nous nous bornerons à rappeler à ce sujet les considérations développées

par l'honorable M. L. De Lantsheere dans le rapport qu'il a déposé au cours de la session précédente sur le budget de la justice.

*
* * *

A propos des traitements accordés aux membres de l'ordre judiciaire, la section a posé à M. le Ministre la question suivante :

DEUXIÈME QUESTION DE LA SECTION CENTRALE.

« La loi du 25 novembre 1889 contient une disposition relative aux juges de paix dont le canton viendrait à être divisé.

« Ces fonctionnaires conservent, à titre personnel, le traitement attaché » à la classe supérieure à laquelle le canton a appartenu. »

« On a voulu qu'une circonstance fortuite — la division du canton — n'eût aucune influence sur la situation de ces magistrats.

« Or, il est arrivé, en quelques endroits, que les deux fractions d'un canton divisé comportent aujourd'hui une population qui eût placé la justice de paix à une classe supérieure si l'ancien état de choses eût été maintenu. Ne semble-t-il pas équitable et conforme à l'esprit de l'article 7 de la loi du 25 novembre 1889, d'admettre que les magistrats à qui l'on a voulu conserver entière leur situation ancienne, doivent également être maintenus dans les chances d'avancement que cette situation leur assurait ?

« Dès lors, n'y aurait-il pas lieu, pour faire produire à l'article 7 tout l'effet qu'on a prétendu lui donner, d'en modifier le texte par un paragraphe ainsi conçu : « Les juges de paix et greffiers dont les cantons ont été divisés ou le » seront ultérieurement, et qui conservent à titre personnel le traitement » dont ils jouissaient, verront ce traitement relevé dès que les chiffres » réunis de la population globale des cantons qui formait le canton antérieu- » rement divisé, atteindront le taux de la classe supérieure ? »

RÉPONSE.

« La loi du 25 novembre 1889 divise les justices de paix en quatre classes d'après le nombre d'habitants des cantons et accorde aux juges de paix et aux greffiers des traitements différents suivant les classes, afin de proportionner leur rémunération au travail accompli, lequel est censé être en rapport avec le chiffre de la population. On conçoit que la loi fasse une exception à cette règle lorsqu'une justice de paix vient à être rangée dans une classe inférieure, afin qu'une circonstance fortuite ne les prive pas du traitement dont ils jouissaient auparavant.

« Lors donc qu'une justice de paix est descendue d'une classe à la suite d'une division du canton, le juge de paix et le greffier en fonctions reçoivent un traitement plus élevé que ne le comportent leurs services.

« C'est là une disposition d'équité en harmonie avec les diverses mesures qui ont été prises pour sauvegarder l'intégrité et l'indépendance de la magistrature. Le législateur garantit aux magistrats le maintien de la situation qu'ils ont acquise.

« Mais il ne garantit à aucun d'eux, quel que soit l'ordre de juridiction dont il fait partie et quel que soit le degré de la hiérarchie auquel il est parvenu, certaines chances déterminées d'avancement. Il serait excessif et dangereux au point de vue administratif d'entrer dans une voie opposée à celle qui a été traditionnellement suivie. »

Nous nous permettrons de faire remarquer qu'il ne s'agit pas, dans l'hypothèse prévue par la question de la section centrale, de rompre avec la tradition suivie jusqu'ici. Le danger signalé serait certainement à craindre s'il s'agissait vraiment d'assurer à un fonctionnaire les chances d'un avancement toujours problématique; mais, en réalité, dans le cas soulevé par la section centrale, il s'agit de magistrats qui ont occupé une situation dont ils se trouvent dépossédés et dans les avantages certains de laquelle il semble équitable de *les maintenir*.

*
* *

La position du personnel auxiliaire des cours et tribunaux, dont la Chambre et les rapporteurs du budget de la justice se sont occupés à de si nombreuses reprises, a été partiellement réglée par la loi du 3 juillet 1899 sur les employés des greffes, et par celle du 23 mai 1902 relative aux greffiers-adjoints des cours d'appel non docteurs en droit.

Une autre proposition, relative aux traitements des greffiers des cours et tribunaux, a été présentée par l'honorable M. Borboux, le 28 mai 1901, et rapportée par l'honorable M. Destrée.

Un membre de la section centrale a rappelé la situation, non encore réglée et non moins digne d'intérêt, des secrétaires et employés des parquets. Cette question fait l'objet d'une proposition de loi présentée par l'honorable M. Dufrane, le 18 mars 1901, et rapportée par l'honorable M. Destrée.

Il convient d'attendre la discussion de l'une et de l'autre de ces propositions de loi.

*
* *

Le même membre de la section centrale a soulevé la question de l'extension de la juridiction des prud'hommes.

Cette question a de même été traduite en propositions de loi déposées par l'honorable M. Verheyen, le 20 novembre 1900, par l'honorable M. Defnet, le 14 décembre de la même année, et par l'honorable M. Tibbaut, le 8 juillet 1901.

*
* *

La réforme de la bienfaisance publique préoccupe à juste titre les esprits.

Sur l'invitation des sections, la section centrale s'est attachée surtout aux importantes questions qui ont rapport au régime des colonies de bienfaisance et à la sauvegarde des droits des aliénés.

L'un de ses membres a formulé ses observations dans la note que nous reproduisons ci-après :

« Un membre attire l'attention sur l'application de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.

» Les juges de paix, en général, ne tiennent pas assez compte des antécédents, de l'âge et du genre de vie de ceux qu'ils mettent à la disposition du Gouvernement.

» L'article 13 de la loi de 1891 permet aux juges de paix d'enfermer dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession.

» Or, on peut affirmer que, parmi ceux qui sont enfermés dans le dépôt de mendicité, beaucoup ne sont pas des mendiants de profession. Ceux-là auraient dû être envoyés aux maisons de refuge.

» On ne conçoit pas qu'un homme sans aucun antécédent judiciaire, par ce fait seul d'avoir été un moment sans ressources et sans travail, puisse être condamné à une peine qui, à certains égards, est plus pénible et plus déshonorante que n'importe quelle peine d'emprisonnement ordinaire. »

« Certes, la position du juge est parfois délicate. Le principe constitutionnel de l'article 7 l'oblige à statuer au plus tard dans les vingt-quatre heures, et les renseignements nécessaires pour juger en connaissance de cause lui sont souvent défaut — il devra donc condamner ou relâcher l'individu arrêté. — Dans le doute sur les antécédents, l'envoi dans la maison de refuge devrait être la règle.

« Il est bien vrai que l'article 18 de la loi donne au Ministre de la Justice le droit le plus étendu pour la mise en liberté de l'individu dont l'internement n'est plus jugé nécessaire — mais il est à remarquer que cette mesure de clémence n'en laisse pas moins subsister la tare de la condamnation — et l'on sait que la marque bien souvent indélébile du passage par les colonies enlève à celui qui en est frappé la possibilité de trouver dorénavant de l'ouvrage.

« Le remède à ce mal se trouverait dans un organisme intermédiaire entre l'autorité qui met à la disposition du Gouvernement et le juge qui détermine la durée de la peine.

« Cet organisme n'existant pas, il y a lieu d'avoir plus souvent recours à la maison de refuge pour ceux dont le passé est vierge de toute condamnation.

Le même membre s'occupe ensuite du travail des colons. Ce travail, d'après lui, s'industrialise trop, et fait une concurrence désastreuse à la plupart des branches d'industrie des environs.

« Il est certes reconnu et admis que le meilleur ou un des meilleurs moyens d'amendement et de réhabilitation est un travail bien ordonné et productif, mais encore reste-t-il évident que ce travail des prisonniers ne peut nuire au travail de ceux qui n'ont que ce moyen pour vivre. Faire exécuter dans la colonie des travaux, au détriment de ceux qui vivent hors des colonies, c'est faire courir à ces derniers un danger très sérieux de se voir priver de leur gagne-pain et d'augmenter ainsi le nombre de ceux qui, faute de ressources, viennent tomber sous l'application de la loi de 1891. »

Le régime des aliénés a donné lieu à la question suivante, adressée par la section à M. le Ministre de la justice :

THOISIÈME QUESTION DE LA SECTION CENTRALE.

« N'entre-t-il pas dans vos intentions d'amender la loi sur la collocation et le régime des aliénés, notamment en les faisant passer, avant la collocation définitive, par un établissement de l'État où l'on déterminerait quel est, entre le régime familial et le régime de l'internement, celui auquel il convient de donner la préférence ? »

« Cette question a été débattue et élucidée par le récent Congrès d'Anvers.

RÉPONSE.

« Le Congrès international d'assistance familiale qui s'est tenu à Anvers ne s'est arrêté à aucune conclusion précise au sujet des moyens pratiques à employer relativement soit à l'établissement, soit à l'organisation des maisons de collocation provisoire prévues par la question de la section centrale. Aussi n'a-t-il formulé aucun vœu à cet égard.

« Plusieurs membres y ont toutefois soutenu le principe de la création d'asiles provisoires d'admission et de répartition des aliénés ; les uns ont estimé que la création de semblables asiles appartenait aux communes dans les centres urbains, et à la province ou à des unions intercommunales pour les centres ruraux, d'autres préféraient s'en rapporter à l'action de l'initiative privée, qui aurait pu être stimulée et encouragée.

« Le Gouvernement, qui poursuit l'étude des réformes que pourrait appeler la législation belge sur le régime des aliénés, se préoccupe de cette grave question et réunit tous les éléments nécessaires à la solution qu'il convient de lui donner au point de vue de la pratique administrative et de la guérison des malades. »

*
* *

Une dernière observation, qui concerne le chapitre XIII du budget relatif à des services divers, a été rattachée à l'article 61 du budget.

La commune de Saint-Gilles a exprimé le désir de voir utiliser, pour l'usage de la voirie, le chemin de ronde établi autour de la prison de l'État en cette commune.

La section ne peut que recommander cet objet à l'examen bienveillant du Gouvernement.

L'ensemble du budget a été adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

E. NERINCX.

(N^o 158.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JUNI 1903.

Begrooting voor het Ministerie van Justitie, dienst- jaar 1903 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN DER LINDEN.

MIJNE HEEREN,

Nemen de uitgaven van het Ministerie van Justitie, evenals die van de andere departementen gestadig toe, in het ontwerp van begrooting voor 1904 is die verhooging gering, aangezien zij, na vergelijking met de vermindering van uitgaven, slechts 23,950 frank bedraagt op een cijfer van 26,846,550 frank.

Deze cijfers worden door de wijzigingen in de begrooting vermeerderd met 8,000 frank, zooals verder wordt uitgelegd.

't Kan belangrijk voorkomen, deze toeneming na te gaan in de achtereenvolgende begrootingen van het Ministerie van Justitie.

De gansche uitgave van dit Departement bedroeg in ronde cijfers 11,521.000 frank in 1850, zonder de bijzondere kredieten. In 1890, beliep zij 17.213,000 frank.

Vervolgens stijgt zij, uitzonderlijke uitgaven inbegrepen, tot :

25,015,585	voor 1900
26,419.900	» 1901
en tot 26,822,600	» 1902

Deze verhoogingen betreffen hoofdzakelijk het personeel der hoven en rechtbanken, de gerechtskosten, het bouwen en onderhouden van de lokalen, de uitgaven voor de eerediensten, de inrichting der weldadigheid, den dienst der gevangenen.

Dit hoeft geenszins te verwonderen, vermits zij beantwoorden aan eene gelijke vermeerdering van Staats middelen en eigenlijk enkel het bewijs

(1) Begrooting, n^o 4, IV.

(2) De middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCX, bestond uit de heeren MÉLOT, GIROU, DE BROCCQVILLÉ, MABILLE, VAN DER LINDEN, VERSTEYLEN.

leveren van de toenemende uitbreiding der maatschappelijke bedrijvigheid.

De verhooging in het ontwerp van begrooting voor 1903 betreft uitsluitend de gewone uitgaven. De inleidingsnota geeft daarover onderstaande bijzonderheden.

EERSTE SECTIE. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II. — RECHTERLIJKE MACHT.

Art. 6. — Personeel van het Hof van Cassatie fr.	3,000
Art. 8. — » van de Hoven van beroep.	12,000
Art. 10. — » der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel	76,000
Art. 12. — » der vredegerichten en rechtbanken van politie.	11,200
Verhooging. . . . fr.	102,200

Deze verhoogingen zijn verwekt door het inrichten van nieuwe plaatsen en het toepassen van de wetten en besluiten betreffende de jaarwedden.

Daarentegen bevat dit hoofdstuk onderstaande verminderingen, ten gevolge van het wegnemen van tijdelijke lasten :

Art. 11. — Rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel. fr.	10,000
Art. 13. — Vredegerichten en rechtbanken van politie	10,000
Vermindering fr.	20,000
Dus op dit hoofdstuk eene algeheele verhooging van . . .	82,000

HOOFDSTUK III. — KRIJGSGERECHT.

Art. 14. — Krijgsgerechtshof. Jaarwedden, verhooging . fr.	400
Art. 16. — Krijgsraden. » »	1,100
Totaal voor dit hoofdstuk. . . fr.	1,500

HOOFDSTUK VII. — EEREDIENSTEN.

Art. 28. — Lagere geestelijkheid van den katholieken eeredienst fr.	21,000
Art. 30. — Hervormde en anglicaansche eeredienst ; personeel	1,000
Art. 32. — Israëlitische eeredienst ; personeel	150

De twee eerste posten zijn het gevolg van het oprichten van nieuwe plaatsen ; de derde betreft eene verhooging van jaarwedde.

Art. 34. — Toclagen tot het oprichten van gebouwen voor den protestantschen en israëlitischen eeredienst. fr.	4,000
---	-------

Deze laatste post brengt terug op deze begrooting het cijfer, aan deze uitgaven besteed op de voorgaande begrootingen, dat tijdelijk was verlaagd.

Bedrag der verhoogingen. . . fr.	29,150
----------------------------------	--------

Overgebracht. . . fr.	29,150
Doch artikel 29, toelagen voor gebouwen van den katholieken eeredienst, ondergaat eene vermindering van fr.	150,000
Het aangevraagd krediet bedraagt slechts 900,000 frank, in plaats van 1,050,000, op de begrootingen voor 1901 en 1902 uitgetrokken.	
De wijziging is het gevolg van tijdelijke wegneming van eenen last van 350,000 frank. Vroeger bedroeg het krediet daarvoor 700,000 frank en werd op 900,000 frank gebracht, dus 200,000 frank verhooging, wat noodig werd bevonden voor het herstellen van gebouwen van den eeredienst en het meubileeren van kerken. Bij slot van rekening, ondergaat dit hoofdstuk eene vermindering van	
	120,850

HOOFDSTUK VIII — WELDADIGHEID.

De verhoogingen betreffen onderstaande posten :

Art. 36. — Toelagen voor blinden, doofstommen, krankzinnigen en slachtoffers van militaire oogziekte. fr.	20,000
Art. 37. — Personeel van het toezicht over de inrichtingen en gestichten	1,000
Art. 38. — Weldadigheidsscholen van den Staat, personeel .	6,000
Deze posten werden door de inleidingsnota gestaafd.	
Art. 39. — Het krediet voor de leerlingen van laatstgemelde scholen wordt verhoogd met 62,200 frank, opgewogen in artikel 40 door eene gelijke vermindering voor het materieel, de gebouwen en onroerende eigendommen	Memorie
aldus verhoogt hoofdstuk VIII met. fr.	27,000

HOOFDSTUK IX. — GEVANGENISSEN.

Art. 44. — Het werkloon der gevangenen verhoogt met. fr.	10,000
Art. 47. — De jaarwedde der ambtenaren en beambten verhoogt met	52,500
En Art. 48 bevat als bijvergoeding voor huisvesting	600
Deze beide posten zijn het gevolg der toepassing van de wetten op dit gebied.	
Te zamen. . . fr.	43,100

HOOFDSTUK XI. — WEDDEN VAN BESCHIKBAARHEID, PENSIOENEN EN ONDERSTAND.

Daarin vindt men, volgens de toelichting der Begrooting, onderstaande wijzigingen :

Art. 56. — Onderstand aan bedienaren der eerediensten, min dan in het dienstjaar 1902. fr.	4,000
Art. 57. — Onderstand aan beambten der gevangenis en	

	Overgebracht . . fr.	4,000
aan hunne weduwen of verwanten, verhooging . . fr.	5,000	
Art. 58. — Onderstand voor kosten der laatste ziekte en begrafenis van magistraten, ambtenaren en beambten van het Departement	5,000	
	fr. . .	10,000
Dus op gansch dit hoofdstuk eene verhooging van . . . fr.		6,000

HOOFDSTUK XII. — ONVOORZIENE UITGAVEN.

Art. 59. — Deze uitgaven, nader omschreven in de Inleidingsnota en de Toelichting, zijn verhoogd met	fr.	6,000
Daarentegen is dit hoofdstuk ontslagen van verschillende uit- gaven, die zijn gebracht op het voorgaande hoofdstuk, te zamen.		16,000
Waaruit eene wezenlijke vermindering van	fr.	10,000

TWEEDE SECTIE. — Buitengewone uitgaven.

Art. 61. — Het voortzetten van de werken tot het bouwen van celgevangenissen te Oudenaarde, Turnhout, Nijvel en Brussel, zal eene nieuwe uitgaaf vergen van 580,000 frank.

Art. 62. — Verschillende weldadigheidsscholen van den Staat, met name die te Moll en te Saint-Hubert, zullen werken vergen voor eene som van 25,000 frank.

Beide porten zijn wederzijds lager dan in 1902	fr.	120,000
en		85,000

Art. 63. — Anderzijds zal het voltooiën der weldadigheids- school te Ieperen, waartoe op de Begrooting voor 1902 geen krediet was uitgetrokken, kosten		200,000
--	--	---------

Dus bedraagt de vermindering op het hoofdstuk der buiten- gewone uitgaven	fr.	5,000
--	-----	-------

Kortom, bovenstaande verhoogingen en verminderingen komen neer op eene verhooging van 25,950 frank.

De hoofdstukken I (Middenbestuur), IV (Gerechtskosten), V (Paleizen van justicie), VI (officieele uitgaven : commissiën en jury's) en X (Politie) blijven onveranderd.

*
* *
*

Den 24^{de} April laatsleden, zond de heer Minister van Financiën en Open-

bare Werken onderstaande mededeeling aan den heer Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

• Brussel, 24 April 1903.

» *Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te Brussel.*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Ik heb de eer U over te maken eene nota betreffende verschillende wijzigingen, die ik, op verzoek van den heer Minister van Justitie, voorstel toe te brengen aan het ontwerp van begrooting voor zijn Departement, dienstjaar 1903.

» Ten gevolge van die wijzigingen, beloopt gemelde begrooting :

» 1° Voor de gewone uitgaven	fr. 25,949,550
» 2° Voor de buitengewone uitgaven	908,000
» Te zamen.	fr. 26,854,550

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

» *De Minister van Financiën en Openbare Werken,*

» P. DE SMET DE NAEYER. »

NOTA

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE II.

ORDRE JUDICIAIRE.

ART. 9. — *Cours d'appel. — Matériel. — Indemnités aux greffiers pour le matériel des greffes.*
fr. 30.000.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK II.

RECHTERLIJKE MACHT

ART 9. — *Hoven van beroep. — Materieel. — Vergoedingen aan de griffiers voor het materieel der griffies* fr. 30.000.

Sedert jaren bedragen de kleine uitgaven der Hoven van beroep meer dan de sommen, ter beschikking van de magistraten gesteld; op 't einde van ieder dienstjaar, dienen bijkredieten verleend te worden wegens ontoereikendheid, en daardoor wordt de vereffening der schuldvorderingen soms maanden vertraagd. Om de leveringen te kunnen betalen op 't oogenblik dat ze zijn gedaan, heeft het krediet verhoogd te worden met 5,000 frank.

CHAPITRE VII.

CULTES.

ART. 32. — *Culte israélite.* —
Personnel fr. 23.150.

Verhooging met 2,500 frank, ten gevolge van het instellen van eene tweede plaats van rabbijn te Antwerpen:

CHAPITRE VIII.

BIENFAISANCE.

ART. 40. — *Écoles de bienfaisance de l'État.* — *Matériel.* — *Bâtimens et immeubles.* . . . fr. 209.500.

Er werd bevonden dat sommige uitgaven, tot hiertoe betaald op artikel 41, eigenlijk op artikel 40 vielen. Men stelt voor dit artikel te verhoogen met 20,000 frank en artikel 40 evenveel te verlagen.

ART. 41. *Patronage des jeunes gens sortis des écoles de bienfaisance de l'État.* fr. 40,000

De voorgestelde vermindering van 20,000 frank is uitgelegd in voorgaande artikel.

CHAPITRE XI

TRAITEMENS DE DISPONIBILITÉ, PENSIONS ET SECOURS.

ART. 57. *Secours à accorder, à défaut de pension, à d'anciens magistrats, fonctionnaires, employés ou agents salariés des divers services ressortissant au Département, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une position malheureuse.* . . . fr. 27,000

Verhooging van 1,000 frank ten gevolge van het grooter getal te ondersteunen personen.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES IMPRÉVUES.

ART. 59. *Dépenses imprévues non*

HOOFDSTUK VII.

EEREDIENSTEN.

ART. 32. — *Israëlitische eeredienst.*—*Personneel.* . . fr. 23.150.

HOOFDSTUK VIII.

WELDADIGHEID.

ART. 40. — *Weldadigheidsscholen van den Staat.* — *Materieel.* — *Gebouwen en onroerende goederen.*
fr. 209,500.

ART. 41. *Bescherming van jonge lieden die de weldadigheidsscholen van den Staat verlaten.* fr. 40,000

HOOFDSTUK XI.

WEDDEN VAN BESCHIKBAARHEID, PENSIOENEN EN HULPVERLEENING.

ART. 57. *Te verleenen hulp, waar geen pensioen genoten wordt, aan voormalige magistraten, ambtenaren, beambten of bezoldigde agenten der onderscheidene van het Departement afhangende diensten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren, die in ongelukkige omstandigheden verkeerden.* fr. 27,000

HOOFDSTUK XII.

ONVOORZIENE UITGAVEN.

ART. 59. *Onvoorziene uitgaven*

<i>libellées au Budget, y compris les dépenses résultant de l'achat de livres qu'il y aurait lieu de fournir aux tribunaux . . . fr.</i>	<i>7,500</i>	<i>niet in de Begrooting beschreven, met inbegrip der uitgaven voor den aankoop van aan de rechtbanken te verstrekken boeken . . . fr..</i>	<i>7,500</i>
--	--------------	---	--------------

De gevraagde verhooving met 1,500 frank is noodig voor de uitgaven die thans zijn gekend en niet waren te voorzien toen het ontwerp van begrooting werd opgemaakt.

Dus bedragen de wijzigingen in de Begrooting de volgende verhoovingen van krediet :

Art. 9. — Kleine uitgaven voor de Hoven van beroep . . fr.	3,000 »
Art. 32. — Israëlitischen eeredienst. Instelling eener nieuwe plaats van rabbijn te Antwerpen	2,500 »
Art. 40 en 41. — Wijziging in de beschrijving	Memorie.
Art. 37. — Onderstand aangewezen magistraten, ambtenaren, beambten of bezoldigde agenten.	1,000 »
Art. 39. — Onvoorziene uitgaven	1,500 »
Totaal. . . fr.	8,000 »

In de afdeelingen gaf het wetsontwerp aanleiding tot onderstaande opmerkingen.

EERSTE AFDEELING.

Bij de algemeene beraadslaging, vraagt een lid waarom sommige instellingen tot het opbeuren van veroordeelden dit jaar geene toelagen erlangen.

Een lid antwoordt dat de uitgaven gelijk bleven, dat ongetwijfeld de verdeling verschilde.

De begrooting wordt goedgekeurd met 10 stemmen en 4 onthoudingen.

2^e AFDEELING.

Zonder aanmerking wordt de algemeene beraadslaging gesloten.

Een lid vraagt eene nieuwe kamer bij het Hof van beroep te Brussel.

Een ander lid vraagt of het getal magistraten der kamers van de Hoven van beroep niet tot drie kan worden verminderd.

Een lid vraagt om vermindering der gerechtskosten.

Een lid herinnert dat een wetsontwerp is overgelegd, waarbij de rechtsmacht der werkrechtshraden wordt uitgestrekt tot beambten.

Verscheidene leden vragen dat het ontwerp op de jaarwedde der hulpgriffiers en der griffiers van de vredegerechten onmiddellijk na deze begrooting worde behandeld.

Verschillende leden vragen dat de Regeering de hervorming der weldadigheid door de Kamer zou doen behandelen.

Hoofdstuk VII (eerediensten) wordt afzonderlijk in stemming gelegd en verworpen met 9 stemmen tegen 8.

De Begrooting wordt verworpen met 9 stemmen tegen 8.

3^o AFDEELING.

Een lid drukt den wensch uit dat, op de lijnen van Staats spoorwegen, blinden zouden mogen met eenen leidsman reizen, mits eene enkele reis-kaart.

Een ander lid verlangt dat de Regeering zou laten weten hoe het is gelegen met de hervorming der wet op de openbare weldadigheid. Hij vraagt dat de letterzetters van het *Staatsblad*, wier medewerking nutteloos wordt buiten het zittingsjaar, in openbare besturen zouden mogen werken als zetter. Dit voorstel wordt gesteund door een ander lid, die vraagt dat naarmate er plaatsen openvallen onder de vaste werklieden van het *Staatsblad*, de voorkeur worde gegeven aan onbestendige werklieden der *Annales parlementaires*.

Een lid vestigt de aandacht der Regeering op de noodzakelijkheid om de landarbeiders, opgenomen in weldadigheidskoloniën, te bezigen aan ontginning en landbouw, in stede van nijverheidswerk, waardoor zij, eenmaal ontslagen, afzien van veldarbeid.

Twee leden vragen dat het toezicht over de krankzinnigengestichten worde versterkt.

Een ander lid vraagt aan de Regeering aanvulling der wet op het beheer der goederen van personen, opgenomen in gestichten welke geene commissie van toezicht hebben. Van rechtswege hebben deze krankzinnigen thans geen voorloopigen beheerder. De rechtbanken moeten hem eerst aanduiden.

Een lid vraagt dat de bewakers in weldadigheidskoloniën worden gelijk gesteld met de klerken, wat het verlof betreft.

Een ander lid komt op tegen dit misbruik, dat deze koloniën zich inlaten met nijverheid, bij voorbeeld met steenbakkerij.

De Afdeeling vestigt de aandacht van den heer Minister van Justitie op de te nemen maatregelen om de achterstallige zaken bij de Hoven van beroep, inzonderheid dit van Brussel, te verminderen, en op de noodzakelijkheid tot verlaging van het veel te hooge tarief der kosten van onderhoud der behoeftigen, in de koloniën en de weldadigheidsscholen opgenomen.

Een lid vraagt dat er den heer Minister eene vraag worde gesteld, om te weten of er eerlang bij de Kamer een ontwerp van wet op bescherming der kindsheid wordt ingediend.

Een lid verlangt dat er den Minister worde gevraagd of hij niet van plan is de wet op de opsluiting en behandeling der krankzinnigen te verbeteren, namelijk door ze vóór de bepaalde opsluiting, een jaar op te nemen in een gesticht van den Staat, waar beslist zou worden welk stelsel, opnemings in eene familie, of opsluiting, de voorkeur verdient. Het onlangs te Antwerpen gehouden Congres heeft, zegt hij, helder licht over deze vraagstukken verspreid.

De afdeeling vereenigt zich met die vraag.

De Begroting wordt goedgekeurd met ceuparige stemmen min drie onthoudingen.

4^o AFDEELING.

Een lid vraagt om inrichting van een dienst van menscheetkunde te Brussel.

Een ander lid vraagt dat het ontwerp op het getuigenverhoor ten overstaan van partijen in behandeling kome.

Een lid herinnert dat hij, tijdens de behandeling der wet op voorwaardelijke veroordeeling, had aangekondigd dat zij tot tegenhanger zou hebben eene wet op de hervalling. Tot hiertoe kwam er van laatstgemelde niets.

Een lid wijst op het achterstallige der zaken vóór het Beroepshof te Brussel. Kan die toestand niet worden verholpen door beter gebruik te maken van de magistraten, door het inrichten van tijdelijke kamers?

De gevangenis te Sint-Gillis is omgeven door een rondeweg. Kan de gemeente niet worden gemachtigd er een park van te maken?

Een lid vraagt om bijzonderheden over het krediet onder artikel 61, voornamelijk wat Brussel betreft.

Een lid verlangt te weten of er niet kan worden bezuinigd op het drukken van officieele uitgaven, waarvan vele in dubbel geschieden.

De Begrooting wordt met eenparige stemmen, min eene onthouding, goedgekeurd.

5^o AFDEELING.

Gevangenen. — Een lid vestigt de aandacht op de behandeling der staatkundige veroordeelden in de gevangenen: er dient onderzocht te worden of hun geene bezigheid kan worden gegeven, overeenkomend met hunne persoonlijke bekwaamheid. De Middenafdeeling zal dit aan de Regeering in bedenking geven.

De Begrooting wordt aangenomen met 13 stemmen tegen 1.

6^o AFDEELING.

De Begrooting wordt eenparig, min eene onthouding, goedgekeurd.

*
* *

Het onderzoek der begrotingen op geregelde tijdstippen, door de afdeelingen en nadien door de Kamer, geeft lucht aan de oogenblikkelijke bekommelingen en veroorlooft de aandacht te vestigen op de leemten in de wetten of op de bezwaren die hare toepassing verwekt in de verschillende werkkringen van den Staat.

Dit jaar, evenals vroeger, hielden de afdeelingen, en na haar de Middenafdeeling, zich veel bezig met de trage rechtsbedeeling, inzonderheid met de overladen rollen der gerechtshoven en rechtbanken.

Zoowel voor het burgerlijk gerecht als voor het handels- en het strafgerecht, nemen de zaken toe met de bevolking, met de handelsverrichtingen en naarmate de maatschappelijke betrekkingen gemakkelijker en menigvuldiger worden.

In officiële oorkonden vindt men daarover de navolgende algemeene inlichtingen, en er wordt naar die stukken verzonden voor het opmaken van eene vollediger statistiek, alsmede voor de verdeling der onderstaande cijfers, over de verschillende Hoven van beroep en rechtbanken des lands (1).

De assisenhoven evenals het Hof van Cassatie op zij latende, daar zij slechts weinige zaken af te handelen hebben, doen wij hier de samenvatting volgen van de bedrijvigheid onzer Hoven van beroep en rechtbanken, op hare verschillende trappen, gedurende deze laatste jaren.

I. — STRAFGERECHT.

RECHTBANKEN VAN POLITIE.

Gevonniste zaken, ongeminderd de vervolgingen in zake van bedelarij en landlooperij, alsmede die wegens afwezigheid bij verkiezing, thans aan deze rechtbanken opgedragen :

1886.		86,901
1890.		98,681
1895.		121,159
1899.		133,992
1900.		133,404

30 t. h. van laatstgemelde werden gevonnist door de rechtbanken van politie in het arrondissement Brussel ;

10.9 t. h. door die van het arrondissement Antwerpen ;

9.8 — — — Charleroi ;

7.1 — — — Gent ;

7.1 — — — Luik.

BOETSTRAFFELIJKE RECHTBANKEN.

	Ingespannen zaken.	Gevonniste.	Nog te behandelen.
1885 . . .	31,690	31,341	—
1890 . . .	31,625	33,148	—
1895 . . .	33,960	34,288	—
1898 . . .	40,074	36,952	12,560
1899 . . .	40,997	39,943	13,574
1900 . . .	42,338	39,617	16,295

(1) Deze cijfers zijn ontleend aan de uitgaven van het Ministerie van Justicie :

Administration de la justice criminelle et civile de la Belgique ; Tijdsvak 1886 tot 1897: Résumé statistique, 1898.

Statistique judiciaire de la Belgique, 1^o jaargang 1900 (statistiek van het jaar 1898);

— — — 2^o — 1901 (— — 1899);

— — — 5^o — 1902 (— — 1900).

De jongste zijn getrokken uit redevoeringen der hoofden van het parket van beroep, bij de plechtige heropeningszittingen, alsmede uit de jaarverslagen van den heer voorzitter der rechtbank van koophandel te Brussel.

HOVEN VAN BEROEP.

	Ingespannen zaken.
1885	1,955
1890	1,994
1895	3,261
1898	3,201
1899	3,615
1900	5,412

Er bleven nog 542 zaken te behandelen, waarvan 441 door het Hof van beroep te Brussel en 101 door dit te Luik.

II. — BURGERLIJK EN HANDELSGERECHT.

VREDEGERECHTEN.

Zaken van de gewone burgerlijke rechtsmacht, in der minne of bij vonnis beslecht.

Voor het tijdvak 1894-95 tot 1898-99, bedraagt het gemiddeld cijfer : 6,284 in der minne bijgelegde en 20,137 bij vonnis beslechte zaken.

Voor het jaar 1899-1900, beliepen deze cijfers wederzijds 5,053 en 18,644.

Hierbij dienen te worden gevoegd de ter bemiddeling opgeroepen zaken en de akten van de vrijwillige rechtsmacht.

RECHTBANKEN VAN EERSTEN AANLEG.

Afgedane zaken.	Afgeloopt door vonnis of geschrapt.	Nog te vonnissen.
1888-1889 à 1892-1893 (Gemiddeld) 17,238	10,700	6,878
1893-1894 à 1897-1898 » 17,596	10,279	7,939
1898-1899 . . 18,702	9,807	8,895
1899-1900 . . 19,254	9,999	9,264

RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL

en rechtbanken van eersten aanleg die voor handelszaken zitten.

Afgedane zaken.	Afgeloopt door vonnis of geschrapt.	Nog te vonnissen.
1888-1889 à 1892-1893 (Gemiddeld) 55,270	28,942	6,512
1893-1894 à 1897-1898 » 36,648	30,750	6,064
1898-1899 . . 38,352	31,651	6,721
1899-1900 . . 41,651	33,843	7,808

Om zich nauwkeurig rekenschap te geven van de bedrijvigheid der rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, dient bij bovenstaande statistiek te worden gevoegd die der voorloopige en voorbereidende vonnissen, der voor de burgerlijke rechtsmacht zoo talrijke akten van vrijwillige rechtspleging en die van kortgeding. De rechtbanken van koophandel hebben daarenboven het werk betreffende de faillissementen te verrichten.

HOVEN VAN BEROEP.

	Ingeschreven zaken.	Afgelopen door arrest of geschrapt.	Nog te doen.
1888-1889 à 1892-1893 (Gemiddeld)	2,411	1,284	1,236
1893-1894 à 1897-1898 „	2,526	1,333	1,186
1898-1899 . .	2,629	1,427	1,202
1899-1900 . .	2,578	1,296	1,282

De algemeene statistieken gaan niet verder dan tot het jaar 1900. Voor de jaren 1900-1901 en 1901-1902, geven wij onderstaande cijfers op, betreffende de rechtbank van eersten aanleg, de rechtbank van koophandel en het Hof van beroep te Brussel.

RECHTBANK VAN EERSTEN AANLEG. (Boetstraffelijke zaken.)

	Ingespannen zaken.	Afgedane zaken.	Nog te behandelen op 1 Augustus.
1900-01	—	6,475	898
1901-02	—	6,739	1,776

Op 11 Maart 1903, waren nog 2,253 zaken te vonnissen (1).

RECHTBANK VAN EERSTEN AANLEG. (Burgerrechterlijke zaken.)

1900-01	—	1,978	3,735
1901-02	—	1,684	4,136

RECHTBANK VAN KOOPHANDEL.

1900-01	13,474	17,320	2,258
1901-02	14,143	17,725	3,176

HOF VAN BEROEP. (Boetstraffelijke zaken.)

1900-01	1,586	1,652	459
1901-02	1,694	1,433	720

HOF VAN BEROEP. (Burgerrechterlijke zaken.)

1900-01	981	784	1,174
1901-02	884	779	1,309

(1) In 1902, had het parket 50,578 zaken te behandelen, ongeminderd de instructiën, tuchtzaken, enz.; 6,892 zaken waren aan de rechters ter instructie medegedeeld. De zaken, naar de rechtbank van politie verwezen, op bevel van de raadkamer, beliepen 3,231, en diegene rechtstreeks door het parket verzonden, 1,297.

Dus nemen de zaken gestadig toe voor het strafgerecht en meer nog voor het burgerlijk gerecht en de rechtbanken van koophandel; dit verwekt noodlottig overlading der rollen en staking van den geregelde gang des gerechts.

De bezwaren, aan dien toestand verbonden, zijn tastbaar.

Wordt daardoor het beteugelen van wanbedrijven en overtredingen vertraagd, zoo lijdt het aanzien der wet, de schuldigen ontsnappen, de straf mist alle doelmatigheid voor het voorbeeld waartoe zij moet strekken. In 't burgerlijk recht, zijn het belangen die lijden en die allerhande klachten doen oprijzen vanwege de benadeelden. De schuldenaars worden onvermogen, terwijl de zaken maandenlang moeten wachten op hare beurt om ter rol gebracht en behandeld te worden.

Niet overal is het kwaad even erg.

Te Charleroi, Antwerpen en Bergen zijn een overgroot getal zaken ten achter; doch vooral wordt het kwaad erg gevoeld te Brussel, voor elke rechtsmacht, zoo boetstraffelijke als burgerrechterlijke, zoo voor het Hof van beroep als voor de rechtbank van eersten aanleg en dien van koophandel.

En toch hebben de boetstraffelijke kamers van de rechtbank en van het hof en de derde burgerlijke kamer der rechtbank den gewonen duur harer zittingen aanzienlijk verlengd; de verschillende kamers der rechtbank van koophandel splitsten haren dienst; bij de boetstraffelijke rechtbank werd onlangs eene tijdelijke kamer ingericht; doch dat is blijkbaar maar eene uitvlucht. Op de rol der boetstraffelijke kamers telt men doorgaans van 50 tot 60 zaken per zitting, en op sommige dagen heeft de rechtbank van koophandel er tot 180 en meer. Dit is noodig om de zaken snel af te doen.

En toch kan men het achterstallige niet verhelpen: in tegendeel neemt het gestadig toe.

In den loop van het jongste rechterlijk jaar, deed zich dit onvoorzien en voorwaar kenschetsend feit voor, dat de balie trachte het ontoereikende van het rechterlijk personeel te verhelpen door het inrichten van scheids-rechterlijke kamers, stelselmatig samengesteld en regelmatig zittend.

Laat ons in 't voorbijgaan zeggen dat de proef niet beantwoordde aan de hoop die sommigen er hadden op gebouwd.

Het volstaat niet dat het gerecht goed ingelicht weze om goed te zijn, het recht moet ook spoedig worden bedeeld.

Bij het onderzoek, thans ingesteld naar den toestand der kleine burgerij, rijzen talrijke klachten op over de traagheid van het gerecht, zoomede over de aanzienlijke daardoor verwekte kosten. Onlangs, ter jaarlijksche vergadering van den Bond der advocaten, bevestigde de Minister van Justicie tegenover de balie dat het in zijn inzicht lag de zaken met meer spoed te doen behandelen en de kosten voor kleine rechtszaken te verminderen.

En nog korter geleden, antwoordde de Regeering op eene vraag van den achtbaren heer Destrée, dat er onlangs bij het Departement van Justicie was ingesteld eene bijzondere commissie, belast met het opsporen en bestudeeren van geschikte middelen om den gang van het gerecht te bespoedigen

en de rol der rechtbanken te verlichten. (Vergadering der Kamer op 2 Juni 1903.)

De Kamer zal de Regeering dank zeggen voor hare pogingen tot spoedig verhelpen van het kwaad.

De bestaande toestand gaf in de afdelingen aanleiding tot talrijke aanmerkingen, en ook de Middenafdeeling hield zich ontedig met de oplossing van het vraagstuk.

Sedert twintig jaar. is het rechterlijk personeel aanzienlijk toegenomen en in menig rechtsgebied vermeerderde het getal kamers der rechtbanken.

In den eersten graad der rechterlijke rangopvolging werd ingericht : een 3° vredegerechtskanton te Antwerpen in 1883; een nieuw kanton te Borgerhout in 1887; een kanton te Ledeberg in 1889; een 5° kanton te Brussel en nieuwe kantons te Schaarbeek, Ukkel en Anderlecht in 1890; een ander te Laken in 1896. Hetzelfde jaar werd ingericht een 3° kanton te Gent, een 2° te Leuven. en nieuwe vredegerechten te Grivegnée, Herstal en Sint-Nikolaas.

Het personeel van ettelijke rechtbanken van eersten aanleg werd versterkt door het benoemen van nieuwe rechters en substituten; eene nieuwe kamer (de 7°) werd in 1890 te Brussel ingericht, en eene andere te Charleroi in 1900; eindelijk, eene 4° kamer te Antwerpen en te Luik in 1902.

Hetzelfde geschiedde met de rechtbanken van koophandel. Behalve de benoeming van nieuwe magistraten en hulpgriffiers, verwierven de rechtbanken te Gent en te Luik eene 2° kamer in 1895; in 1894, werd aan de Antwerpsche rechtbanken van koophandel eene 3° kamer toegevoegd en in 1895 aan de Brusselsche; in 1899 kregen beide eene 4° kamer.

Sedert 1881 was er geene hoofdzakelijke wijziging in de Hoven van beroep. voor het personeel.

Vermits het rechterlijk personeel ontoereikend is, kan het geene verwondering baren dat er, ondanks de lasten die het voor de begroting medebrengt, gevraagd wordt om inrichting van nieuwe plaatsen van substituut en van rechter. ja van nieuwe kamers; ongetwijfeld zal de maatregel eerlang onvermijdelijk blijken.

Toch kan de vraag worden gesteld of er geene andere middelen bestaan.

Wat de Hoven van beroep aangaat, werd onlangs gevraagd om vermindering van het getal zittende magistraten der burgerrechterlijke kamers; dit zou de hervorming, door den achtbaren heer De Lantsheere in 1878 toegepast op kieszaken, en in 1894 door den achtbaren heer Lejeune uitgestrekt tot boetstraffelijke zaken. algemeen maken.

Over dat punt werd bijzonderlijk beraadslaagd door de middenafdeeling, welker leden het oneens waren.

Ook de openbare meening is het op verre na daarover niet eens.

't Kan wel dat men niet zonder voorbehoud het stelsel bewondert dat de huidige inrichting der rechtbanken baarde, de verschillende graden van rechtsmacht die, te beginnen met het vredegerecht tot het Hof van cassatie, zijn vertegenwoordigd door steeds talrijker rechters : een, drie, vijf, zeven; dit heette men de omgekeerde pyramide.

Het stelsel vanden eenigen rechter — het tegenovergestelde van het andere — vond een tijd lang bijval. 't Is aan dergelijke strekking tot vereenvoudiging dat wij de hervormingen van 1878 en 1891 danken.

In 1878 zegde de middenafdeeling dat men zich moest wachten « majestatische rechtbanken » te willen. En, voegde zij er bij, in Frankrijk, Duitschland en Italië zijn uitstekende rechtsgeleerden tegen talrijke rechtbanken, en zij beweren dat het aantal de aansprakelijkheid vernietigt, door ze op allen te doen vallen.

Doch de vermindering van 't getal raadsleden van 5 tot 3 werd zelfs niet bij uitzondering verwezenlijkt zonder hevigen tegenstand te ontmoeten.

In 1878 verklaarden de Hoven van beroep zich eenparig tegen dien maatregel. De middenafdeeling van 1878, alsmede die van 1891, ontkenden dat zij hem wilden uitstrekken tot burgerrechterlijke zaken.

Thans voeren de voorstanders van vermindering aan, dat de jongste van die wetten, sedert nagenoeg twaalf jaar, regelmatig werkt bij de boetstraffelijke kamers der verschillende hoven van beroep.

Ongetwijfeld levert dit stelsel voordeelen op voor het spoedig afdoen der zaken, en het hoeft gezegd dat het doorgaans, toegepast zijnde op het onderzoek van eenvoudige feiten, zooals gewoonlijk de feiten in strafzaken zijn, goede uitslagen oplevert.

De toepassing van dit stelsel wordt overigens getemperd door de bepaling der wet van 1891, dat er eenparigheid wordt gevergd, iedermaal het er om te doen is den toestand der betichten erger te maken.

Al ware, onder zulke omstandigheden, het stelsel te bedillen in sommige nog al zeldzame gevallen, dan toch kan het op niets ergers uitloopen dan een betichte die moest gevangenzitting vreezen, in vrijheid te laten.

Doch men moet bekennen dat in burgerrechterlijke zaken de toestand verschillend is. Het arrest dat eenen pleiter ontslaat van de gevolgen eener tegen hem uitgesproken of gevraagde veroordeeling, zal tevens den anderen pleiter het recht ontzeggen dat hij inriep en hem in zijne belangen schaden. Nog meer in burgerrechterlijke dan in boetstraffelijke zaken, moeten de feiten mits strenge waarborgen worden beoordeeld en de wet aldus toegepast.

Het beoordeelen van feiten zal soms uiterst kiesch zijn; de wet kan den rechter verlegen laten tegenover teksten, welke in strijdigen zin zouden toegepast worden.

In burgerrechterlijke zaken zal wel is waar het gevoelen of enkel de twijfel van een enkelen magistraat niet noodwendig de oplossing van de betwisting medebrengen, want het arrest hoeft te worden uitgebracht zooniet eenparig, ten minste toch met eene meerderheid van twee tegen een.

Doch hoe vaak zal niet in de beraadslaging de spitsvondigheid, het gezag of de stijfzinnigheid van een magistraat de beschrroomdheid of het minder vast gevoelen van een ander lid overvleugelen en de beslissing verwekken? En deze beslissing zal meesttijds zonder beroep zijn, want zij zal aan het Hof van cassatie ontsnappen, iedermaal zij afhangt van feiten, zonder mogelijk verhaal door het Hof van beroep vastgesteld.

Zal men in een aldus geveld vonnis voldoende waarborgen vinden tot het vrijwaren van soms aanzienlijke belangen en tot het handhaven van het ontzag van het gerecht?

De vraag, door de Middenafdeeling behandeld, gaf aanleiding tot betwisting in de drukpers.

In een artikel van 18 Januari laatstleden, heeft het *Journal des Tribunaux*, het gevoelen steunend dat was uitgedrukt door politieke bladen, het denkbeeld om het getal leden van het Hof te verminderen, vinnig bestreden, en het oient gezegd dat dit gevoelen weinig aanhangers heeft. De mannen van 't vak zoowel als de magistraten zelfden schijnen er van afgezien te hebben.

Doch wordt deze hervorming betwist, eene andere schijnt gemakkelijk te verwezenlijken, door gebruik te maken van eene zekere hoeveelheid krachten, die thans worden verloren.

Het Hof van beroep te Brussel bestaat uit drie en veertig raadsheeren, over zes kamers verdeeld, waarvan de zesde is gesplitst in twee afdeelingen belast met de boetstraffelijke verhooren.

Iedere van de vijf burgerrechterlijke kamers telt zeven magistraten, en de twee afdeelingen der boetstraffelijke kamer tellen er acht.

De burgerrechterlijke kamers zitten met vijf leden en de boetstraffelijke afdeelingen met drie; aldus blijven twaalf magistraten over, door toedoen van welke men, naar 't schijnt, zonder andere lasten voor de schatkist dan de benoeming van een kamervoorzitter en van een advocaat generaal, eene nieuwe kamer kan samenstellen. Zoo de wet het getal magistraten voor iedere burgerrechterlijke kamer verminderde tot zes en voor de boetstraffelijke kamer tot zeven, dan zouden zij ieder een lid overhouden om te voorzien in de behoeften die volgen uit het wraken, of uit verhindering van allen aard, alsmede in den dienst van het Assisenhof.

Overigens valt op te merken dat, krachtens artikel 203 der wet op de rechterlijke inrichting, de eerste voorzitter tijdelijk een raadsheer van de eene naar de andere kamer mag afvaardigen, wat den dienst moet verzekeren.

Schijnt deze maatregel ontoereikend, zoo kan de wet bij voorbeeld drie nieuwe plaatsen van rechter instellen, die eene nieuwe boetstraffelijke afdeeling zouden uitmaken om het achterstallige te verheffen, en daarna desnoods den dienst der burgerrechterlijke kamers aanvullen.

Een andere, dikwijls gevraagde hervorming, ware de bevoegdheid in kies- en militiezaken aan de Hoven van beroep ontnemen.

In den loop van ieder der twee laatste rechterlijke jaren beliepen de militiezaken nagenoeg 1,300.

Er was verhoopt dat het invoeren van meervoudig en algemeen stemrecht, de ontelbare gevallen van verhaal, door het cijnsstelsel regelmatig verwekt, zou wegnemen.

Wat het tijdperk van kiesstrijd wordt geheeten, was voor den gang van het gerecht eene wezenlijke belemmering geworden en voor haastige pleiters een schrikbeeld. Helaas! na een rusttijd van weinige jaren, zijn wij tot de vroegere gebruiken teruggekeerd. Het Hof van beroep te Brussel, dat

2,515 zaken in 1900-1901 en 4,278 in 1901-1902 behandelde, had dit jaar uitspraak te doen over 5,019 zaken van dien aard, en voor de geregelde rechtsbedeeling werd hare bedrijvigheid zes weken lang geschorst.

En toch — 't werd meermaals gezegd — zijn kies- en militiezaken van bestuurskundigen aard, en 't ware redelijker daarvoor elders dan bij het gewoon gerecht eenen rechter in den tweeden graad te zoeken.

Het wetsontwerp van 1878 stelde voor om de betwistingen in zake van kiezerslijsten op te dragen aan eene nieuwe magistratuur, « Hof van herziening in kieszaken » geheeten.

De wet van 30 Juli 1881 verkoos ze te onderwerpen aan de Hoven van beroep.

De bezwaren van het stelsel zijn onuitstaanbaar geworden. Overigens blijkt zonneklaar dat het onnoodig is door drie magistraten van het Hof van beroep feitelijke vraagstukken te doen onderzoeken, als daar zijn de datum van geboorte of waarop een burger van wettige woonplaats veranderde, de plaats waar zijn hoofdzetel is gevestigd, het cijfer der door hem betaalde belastingen, of het kadastraal inkomen zijnen goederen, de diploma's welke hij bezit, de ambten welke hij bekleedde, andere even eenvoudige zaken, waarover doorgaans aan de Hoven worden onderworpen, die zij moeten onderzoeken en waarover zij bij arrest uitspraak moeten doen, zelfs dan wanneer de eischer zijnen eisch introk daar hij de ongegrondheid ervan erkent.

En moeten dergelijke beslissingen, om de staatkundige rechten der burgers beter te verzekeren, worden geplaatst onder de beschutting van het onpartijdig gezag der magistraten van de rechterlijke macht, dan schijnt men zich evengoed te kunnen wenden tot de rechtbanken van eersten aanleg in hetzelfde of in een naburig arrondissement, of zelfs tot de vrederechters; beiden hebben overal suppleanten, wier getal desnoods kan worden vermeerderd.

Vraagstukken van recht zouden overigens altijd in laatste beroep worden beoordeeld door het Hof van cassatie.

Zijn de Hoven van beroep gerechtigd te verwachten dat de wet ze zekeren dag ontslaat van dit gedeelte hunner werkzaamheden, harerzijds zullen de rechtbanken van eersten aanleg ongetwijfeld baat vinden bij de uitbreiding van de bevoegdheid der vrederechters.

Door de rechtsmacht van eerstgemelde uit te breiden en de bevoegdheid van laatstbedoelden uit te strekken tot zaken van onroerenden aard, breidde de wet van 25 Maart 1876 den werkkring, hun toegekend door de wet van 25 Maart 1844, merkelyk uit; zelfs had zij, in zaken van verhuring van werk en in zake van koopvernietigende gebreken, afgebroken met het beginsel van scheiding der burger- en handelsrechterlijke bevoegdheid.

Herhaaldelyk werd beproefd hunne macht uit te breiden.

Aan de dagorde der Kamer staat een wetsvoorstel, in den loop van het zittingsjaar 1900-1901 ingediend door den achtbaren heer Tibbaut, waarover onlangs verslag werd uitgebracht door den achtbaren heer Mabille, en strekkende om bevoegdheid toe te kennen aan de vrederechters, voor alle handelszaken die geen 100 frank te boven gaan. In den loop van hetzelfde zit-

tingsjaar had de achtbare heer Destrée voorgesteld hun de vragen om lijf-tocht van gering bedrag op te dragen. (Oorkonden der Kamer van dit jaar, n^o 151.)

In strafzaken had de Regeering in den zittijd van 1891-1892 een thans vervallen wetsontwerp overgelegd waarbij hun wordt opgedragen kennis te nemen van eene menigte overtredingen die thans wanbedrijf heeten, en als zoodanig voorbehouden zijn aan de boetstraffelijke rechtbanken. (Oorkonden der Kamer, 1894-1895, n^o 7.)

Dit belangwekkend ontwerp verdiende dat erover verslag werd uitgebracht en beraadslaagd.

Want waarom zou men niet aan de vrederechters onderwerpen tal van wanbedrijven, voorzien door het Boschwetboek, de wetten op de posterijen, de stadswegen, de genees- en de veeartsenijkunde en nog vele andere?

« Deze overtredingen, zegde de Memorie van toelichting, behooren tot » het gebied der kleine misdaden, welke niet het traag en kostbaar toestel » der boetstraffelijke rechtsmacht vordert, doch natuurlijk valt onder die » van den vrederechter, welke minder kost, sneller vordert en meer » vaderlijk is.

» Het wetsontwerp brengt betichten en getuigen nader bij den rechter » en stelt dezen daardoor in staat meer bij de zaak passend recht te » spreken.

» Het vermindert de gerechtskosten, die onafgebroken toenemen. Het » strekt tot verlichting der taak van de boetstraffelijke rechtbanken, waar » het aantal zaken zoozeer vermeerdert, dat de gewone gang der bestraffing » is gestremd. »

Bestond er aanleiding om in dit verslag rekening te houden met bedenkingen van meer algemeenen aard, er zijn voorzeker vereenvoudigingen en hervormingen van blijkbaar nut voor de werking van de rechterlijke inrichting in haar geheel. Doch daartoe dient het Wetboek van burgerlijke rechtspleging stelselmatig herzien te worden, en dat is een werk dat nooit schijnt te zullen worden verricht. 't Valt te betreuren. Daardoor hadde men tal van gevallen van nietigheid kunnen wegnemen, alsmede middelen die de toevlucht zijn van rechtverdraaiers, alsook nuttelooze formaliteiten, die de rechtspleging ingewikkeld maken en haren gang vertragen. Wellicht verwerft men door afzonderlijke wetten eenige nuttige hervormingen.

In afwachting van den vooruitgang, die is te verbeiden van de toekomstige wetgeving, dient, zoo schijnt het, in de rechterlijke inrichting zelve te worden gezocht naar het onmiddellijk verhelpen van den toestand waarover een ieder klaagt en die den goeden gang van het gerecht in gevaar brengt.

* * *

Bij de beraadslaging werden door de Middenafdeeling zeker getal vragen uitgebracht, welke de verslaggever aan den heer Minister van Justitie overmaakte op 17ⁿ Maart, en welke hierna volgen naast het antwoord dat op 12ⁿ Mei laatstleden werd gegeven.

De eerste vraag betreft ons strafstelsel en luidt aldus :

EERSTE VRAAG DER MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling acht het nuttig te Brussel een dienst voor menscheetkunde of anthropometrie in te richten, opdat wij ons daartoe niet meer zouden moeten wenden tot inrichtingen in vreemde landen van welke wij thans afhangen.

Zou het inrichten van dergelijken dienst op tegenwerpingen stuiten?

ANTWOORD.

« Volgens de bestaande wetten, mogen de onderzoeksrechters op de betichten metingen doen nemen, volgens het stelsel van den heer Bertillon.

» Dat kan soms zeker nut opleveren, in geval een betichte zijne identiteit zou trachten te verbergen, daar het den onderzoeksrechter in staat stelt opzoekingen te doen instellen in de gerechtelijke registers in den vreemde.

» Doch in België een register inrichten naar het stelsel des heeren Bertillon, zou vergen dat een algemeene maatregel wordt genomen tot verplichtmaken der meting van een aantal soorten betichten en veroordeelden en dus ook in onze gevangnissen een gansch nieuwen, ingewikkelden en veelkostenden dienst vergen. »

Tot hiertoe werd niet bewezen dat de voordeelen van het inrichten van dien nieuwen dienst, zouden opwegen tegen de plichten welke hij het bestuur en de lasten welke hij de openbare Schatkist zou opleggen.

Iedereen kent het doel en de werking van het stelsel door den heer Alexander Bertillon uitgevonden en dat dan ook zijn naam draagt. Verschijnt een betichte voor het strafgerecht, dan is het belangrijk zijne identiteit te kennen. Werd hij reeds vroeger veroordeeld? pleegde hij andere misdrijven dan dit waarvoor hij wordt vervolgd en ondervraagd, dan heeft de betichte er onbetwistbaar belang bij zijne identiteit te verbergen, hetzij om te ontsnappen aan de verzwaring van straffen die den hervaller te wachten staan, hetzij om door te gaan als een toevalligen wetsovertreder, kortom, om het voordeel van verzachtende omstandigheden te genieten en het mededoogen van den rechter uit te lokken. Booswichten veinzen steeds en nemen doorgaans valsche namen aan. Sommigen namen zelfs dien van hunne eigene slachtoffers aan.

Anderzijds staat hier een allergewichtigst maatschappelijk belang op het spel; de maatschappij heeft trouwens, door voorkomende opsporingen van wege de politie, door het toepassen van straffen passend op de misdrijven, zich te verweren tegen des te gevaarlijkere booswichten naarmate zij zich kunstiger weten te verbergen. En daar het voor schelmen van beroep allergemakkelijkst is de grenzen over te trekken, dienen de volkeren elkanderen te helpen, dient elk dezer de aandacht te vestigen op hen die de openbare orde storen en hoeven zij elkander de uitslagen mede te deelen tot welke zij zijn geraakt.

Sedert lang werd gebruik gemaakt van photographie als inlichtingsmiddel. Te Parijs bezit de politie albums met 150,000 portretten; te Berlijn zijn er 20,000. Die cijfers bewijzen hoe moeilijk het valt opzoekingen in te

stellen onder zulk getal vergelijkingsstukken. Daarenboven is er niet steeds te bouwen op de getrouwheid van lichtbeelden, uit hoofde van 't verschil in de verlichting der toestellen en van de veranderingen welke de plichtigen zelve in hun eigen belang aan hun uiterlijk toebrengen.

In Engeland wilde men de identiteit der betichten vaststellen door het afdrukken van de vingeren.

De heer Bertillon heeft zijn alom gekend stelsel uitgevonden voor het afmeten der lichaamsdeelen. Dat stelsel berust, buiten de aanduidingen der photographie, op 1° opgaafmerken met aanduiding van de verschillende lengten der beenderen, als daar zijn de gestalte, de lengte en breedte van het hoofd, van den schedel, van het bovenlijf, van de armenwijdte, de afmetingen van het rechter oor, van den linker voet, van den linker middelvinger, enz.; 2° wat men het « sprekend portret » heet, met iemands afzonderlijke kenteekenen, zooals de kleur van oogen en haar, zijne lidteekenen, zijne huidbeprikking, enz.

Dat alles wordt opgenomen in de gevangenissen en een dubbel van de opgaafmerken wordt naar Parijs gezonden en er op het hoofdbureel gerangschikt in een algemeen repertorium.

Het stelsel Bertillon, in 1882 voor de eerste maal te Parijs beproefd, werd er voorgoed aangenomen en toegepast in 1893. Te Berlijn, in 1896. Thans wordt er gebruik van gemaakt in alle Staten van het Duitsche keizerrijk, in Oosterrijk, in Nederland, in Zwitserland, en in alle landen van Europa, behalve Italië, waar het echter in beginsel werd aangenomen, Turkijë en België.

Ook vele landen van Amerika voerden het in.

Niet lang geleden, stelde doctor De Laveleye zich ten dienste van het Brusselsch parket, voor het regelmatig toepassen van het stelsel Bertillon, dat hij te Parijs had bestudeerd; en bij de proefnemingen waartoe hij oorlof kreeg, erkende hij eene reeks kwaaddoeners, wier persoonlijkheid tot dan toe onbekend was gebleven.

Niemand loochent de voordeelen van het stelsel Bertillon, zoo voor den spoed als voor de zekerheid van het onderzoek.

Moeten wij, om de identiteit onzer eigene misdadigers uit te maken, aan onze naburen blijven vragen, zonder eenige wederkeerigheid van onzen wege, om mededeeling van de uitslagen hunne opsporingen en uitgaven? Moeten wij, op gevaar af veiligheidswaarborgen te verschaffen aan misdadigers uit andere landen, niet bijdragen in de pogingen door de politie van alle landen aangewend in het belang der orde? Dergelijke onthouding ware enkel te begrijpen zoo de kosten buiten alle verhouding waren met de te verwerven uitslagen, en 't blijkt niet dat die kosten ooit zoo aanzienlijk kunnen zijn.

Uit het antwoord van den heer minister volgt niet dat het vraagstuk voor goed is opgelost; tijd en ondervinding zullen ongetwijfeld nieuwe middelen voor de oplossing aanbrengen.

*
* *

Een lid der Middenafdeeling herinnerde dat het noodig is de bepalingen

van ons Strafwetboek over de hervalling te herzien en aan te vullen, ten einde door verzwaring van straffen voor onverbeterlijke wetsovertreders, een noodzakelijke toevoegsel te geven aan de wet op voorwaardelijke veroordeeling en vrijlating van hen die eene eerste maal onder 't bereik der wet vallen.

Wij herinneren eenvoudig dienaangaande de beschouwingen door den heer L. De Lantsheere ontwikkeld in zijn verslag over de begroting van justitie in den jongsten zittijd overgelegd.

* *

Naar aanleiding van de jaarwedde der leden van de rechterlijke macht, stelde de afdeeling de volgende vraag aan den heer Minister :

TWEDE VRAAG DER MIDDERAFDEELING.

In de wet van 25ⁿ November 1889, staat eene bepaling betreffende de vrederechters wier kanton gesplitst zou worden :

« Die ambtenaren behouden, ten persoonlijken titel, de jaarwedde toegekend aan de hoogere klasse tot welke het kanton behoorde. »

Men bedoelde dat eene toevallige omstandigheid — de splitsing van het kanton — geen invloed hoegenaamd zou uitoefenen op den toestand der rechters.

Welnu, in sommige streken tellen de twee deelen van een gesplitst kanton thans eene bevolking waardoor het vredegerecht tot eene hoogere klasse zou opgeschoven zijn, ware de vroegere toestand onveranderd gebleven. Schijnt het niet billijk en te strooken met den geest van artikel 7 der wet van 25 November 1889, aan te nemen dat de magistraten wier vroegere toestand men onaangeroerd wilde laten, insgelijks bij voortdurend de kansen tot bevordering moeten behouden welke die toestand hun verzekerde?

Dient men dus, om artikel 7 gansch het betrachte uitwerksel te geven, den tekst niet te wijzigen, door eene aldus opgestelde paragraaf : « De jaarwedde der vrederechters en greffiers wier kantons werden gesplitst of het later zullen worden, en die ten persoonlijken titel, de jaarwedde behouden welke zij toen genieten, wordt verhoogd zodra de vereenigde cijfers der bevolking van de kantons die het vroeger gesplitste kanton uitmaakten, het totaal der bevolking van de hoogere klasse bereikt »?

ANTWOORD.

De wet van 25 November 1889 deelt de vredegerechten in vier klassen, naar het getal inwoners der kantons en verleent aan vrederechters en greffiers eene jaarwedde die verschilt naar de klassen, ten einde hunne vergelding overeen te brengen met het door hen geleverd werk, dat wordt ondersteld in verhouding te staan tot het cijfer der bevolking. 't Is te begrijpen dat de wet eene uitzondering op dien regel maakt, wanneer een vredegerecht in eene lagere klasse wordt gerangschikt, opdat eene toevallige omstandigheid hen niet beroove van de jaarwedde welke zij voordien genoten.

Wanneer dus een vrederecht eene klasse verlaagd is ten gevolge eener splitsing van het kanton, ontvangen de in ambt zijnde vrederechter en griffier eene hoogere jaarwedde dan hunne diensten mede brengen.

Dat is eene billijke bepaling die strookt met de verschillende maatregelen, genomen ten einde de volstreckte eerlijkheid en de onafhankelijkheid der magistratuur te vrijwaren. De wetgever waarborgt den magistraten de handhaving van den door hen verworven toestand.

Echter waarborgt hij aan geen enkele, tot welke inrichting van het gerecht hij ook behoore en tot welken trap hij zij opgeklommen, bepaalde kansen van bevordering. 't Ware overdreven en gevaarlijk voor 't bestuur een weg te betreden in strijd met onze overleveringen.

Wij zijn zoo vrij te doen opmerken dat in de onderstelling, door de vraag der Middenafdeeling voorzien, het er niet om te doen is af te breken met vroegere overleveringen. Het aangeduid gevaar ware voorzeker te vreezen, wilde men waarlijk een ambtenaar de kansen waarborgen van eene steeds twijfelachtige bevordering; maar feitelijk geldt het, in het door de Middenafdeeling geopperd geval, magistraten die eenen stand hebben bekleed, welken men hun onttrekt, en welks vaste en zekere voordeelen het ons billijk schijnt hun *te handhaven*.

* * *

De toestand van het bijkomend personeel der hoven en rechtbanken, waarmee de Kamer en de verslaggevers der Begrooting van justitie zich zoo dikwijls inlieten, werd gedeeltelijk geregeld door de wet van 3 Juli 1899 op de bedienden der griffiés en door die van 25 Mei 1902 betreffende de adjunct-griffiers der Hoven van beroep, die geen doctor in de rechten zijn.

Een ander voorstel, betreffende de jaarwedden der griffiers bij hoven en rechtbanken, werd op 28 Mei 1901 door den achtbaren heer Borboux ingediend en de achtbare heer Destrée bracht er verslag over uit.

Een lid der Middenafdeeling herinnerde den nog niet geregelde en niet minder belangwekkenden toestand van de secretarissen en bedienden der parketten. Dienaangaande werd den 15ⁿ Maart 1901 een wetsvoorstel ingediend door den achtbaren heer Dufrane, en de achtbare heer Destrée bracht er verslag over uit.

Er dient gewacht te worden naar de behandeling van beide wetsvoorstellen.

* * *

Hetzelfde lid der Middenafdeeling opperde het vraagstuk der uitbreiding van de bevoegdheid der werkrechtcrsraden.

Over dat vraagstuk werden insgelijks, den 20ⁿ November 1900, wetsvoorstellen overgelegd door den achtbaren heer Verheyen, op 14ⁿ December van het zelfde jaar door den achtbaren heer Defnet, en den 5ⁿ Juli 1901, door den achtbaren heer Tibbaut.

* * *

Met de hervorming van de openbare weldadigheid houdt een ieder zich terecht bezig.

Op aandringen van de afdeelingen, steunde de Middenafdeeling vooral op de gewichtige vraagstukken in verband met het beheeren der weldadigheidskoloniën en met het vrijwaren van de rechten der krankzinnigen.

Een harer leden heeft zijne opmerkingen samengevat in de nota welke wij hier thans mededeelen :

« Een lid vestigt de aandacht op de toepassing der wet van 27 November 1891 over het beteugelen van landlooperij en bedelarij.

» Over 't algemeen houden de vrederechters niet genoeg rekening met het vroeger gedrag, den ouderdom en de levenswijze van hen die zij ter beschikking der Regeering stellen.

» Artikel 13 der wet van 1891 veroorlooft de vrederechters gedurende ten minste twee jaar, en ten hoogste zeven jaar, in een bedelaarsgesticht op te sluiten de niet gebrekkelijken die, in stede van hun bestaan in den arbeid te zoeken, de liefdadigheid uitbuiten als bedelaars van beroep.

» Welnu, men mag zeggen dat onder de in een bedelaarsgesticht opgesloten, velen geen bedelaar van beroep zijn. Diegenen hadde men naar de toevluchtshuizen moeten sturen.

» 't Is onbegrijpelijk dat een man zonder vroegere veroordeeling hoegenaamd, enkel omdat hij een oogenblik zonder bestaanmiddelen en zonder werk was, kan veroordeeld worden tot eene straf die in zeker opzicht pijnlijker en ontcerender is dan om 't even welke straf van gewone gevangenzitting. »

Ongetwijfeld verkeert de rechter soms in een kieschen toestand. In beginsel verplicht artikel 7 der Grondwet hem ten laatste binnen vier en twintig uren uitspraak te doen, en vaak ontbreken hem de noodige inlichtingen om met kennis van zaken uitspraak te doen; hij zal dus den aangehouden persoon moeten veroordeelen of loslaten. Bestaat er twijfel over het verledene, dan dient verzending naar het toevluchtshuis de regel te zijn.

Wel is waar kent artikel 18 der wet aan den Minister van Justitie het meest uitgebreide recht toe, voor het in vrijheid stellen van een persoon wiens opsluiting niet meer noodig wordt bevonden, — doch er dient opgemerkt te worden dat die maatregel van mededoogen niettemin de vlek der veroordeeling laat bestaan en iederen weet dat het soms onuitwischbaar merk van een verblijf in de koloniën den ongelukkige alle mogelijkheid onttrekt om voortaan nog werk te vinden.

Het hulpmiddel daartegen ware te vinden in eene inrichting welke optreedt tusschen de overheid die ter beschikking van de Regeering stelt en den rechter die den duur der straf bepaalt.

Die inrichting niet bestaande, diende men hen wier verleden nog vrij is van veroordeeling, liever naar het toevluchtshuis te zenden.

Hetzelfde lid handelt verder over den arbeid der opgesloten in de bedelaarsgestichten. Die arbeid, volgens hem, wordt te veel op nijverheidsvoet ingericht en doet noodlottige mededinging aan het meerendeel der nijverheidstakken van den omtrek.

Stellig is het beste of een der beste middelen tot verbetering en opbeuring een goed geregelde en winstgevende arbeid, maar dan toch mag het

werk der gevangenen geen nadeel doen aan 't werk van hen die geen ander bestaanmiddel hebben. In de koloniën werken doen uitvoeren ten nadeele van hen die buiten de koloniën leven, is dezen laatsten het zeer ernstig gevaar doen loopen hunne broodwinning te verliezen en het getal verhoogden van hen die, wegens gebrek aan bestaanmiddelen, onder de toepassing der wet van 1894 vallen.

Het behandelen van de krankzinnigen gaf aanleiding tot de volgende vraag door de afdeeling aan den heer Minister van Justitie gesteld :

DERDE VRAAG DER MIDDENAFDEELING.

Bestaat bij u niet het inzicht, om de wet op het opsluiten en het behandelen van krankzinnigen te wijzigen, door ze namelijk, alleer ze voor goed op te sluiten, in een Staatsgesticht te doen opnemen, waar beslist zou worden wat er te verkiezen is : behandeling in een familiekring, of opsluiting ?

Dat punt werd besproken en opgelost door het Congres, onlangs te Antwerpen gehouden.

ANTWOORD.

Het internationaal Congres voor familiebijstand dat te Antwerpen vergaderde, nam geen bepaald besluit aan, betreffende de aan te wenden praktische middelen, met het oog hetzij op het stichten, hetzij op het inrichten van voorloopige opsluitingshuizen, bedoeld in de vraag der Middenafdeeling. Ook heeft het dienaangaande geen wensch uitgedrukt.

Verscheidene leden verdedigden er evenwel het beginsel van het stichten van voorloopige toevluchtshuizen voor het opnemen en het indeelen van de krankzinnigen ; sommigen meenden dat de gemeenten dergelijke toevluchtshuizen hoeven te stichten voor de stedelijke centrums, en de provincie of onderling verbonden gemeenten voor de landelijke centrums, terwijl anderen dit liever zouden overlaten aan privaten ondernemingsgeest, die zou kunnen aangeprikkeld en aangemoedigd worden.

De Regeering, die hare studie voortzet over de hervormingen mogelijk toe te brengen aan de Belgische wet op de behandeling van krankzinnigen, doorgrondt dit gewichtig vraagstuk en verzamelt alle noodige stukken voor de oplossing, met het oog op de tusschenkomst van het bestuur en de genezing der zieken.

* * *

Eene laatste opmerking, betreffende hoofdstuk XIII aangaande verschillende diensten, werd verbonden aan artikel 61 der Begrooting.

De gemeente Sint-Gillis drukte den wensch uit den rondeweg bij de Staatsgevangenis te dier gemeente als openbaren weg te gebruiken.

Op dat punt kan de afdeeling enkel de welwillende aandacht der Regeering vestigen.

De Begrooting werd in haar geheel door de aanwezige leden eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,
E. NERINCX.